

*Revue de la*  
**POLITIQUE**  
**MONDIALE**

UN APERÇU  
 YOUGOSLAVE SUR LES PROBLEMES  
 INTERNATIONAUX

∞ ∞

LA VOIE A PRENDRE POUR MET- TRE FIN A LA GUERRE FROIDE . . .	D. Blagoyevitch
LES SPHERES D'INTERET: DAN- GER DE GUERRE LATENT' . . . . .	Z. Petchar
LA CONTROVERSE AUTOUR DE TRIESTE . . . . .	S. Primorac
L'UNION SOVIETIQUE ET LE MOUVEMENT PROGRESSISTE EN ALLEMAGNE . . . . .	W. Leonhard
L'INEGALITE EN DROITS DANS LES RAPPORTS SOVIETO-BUL- GARES . . . . .	I. Karaivanov
UNE TENTATIVE DE DISSIMULA- TION DE LA QUESTION NATIO- NALE NON RESOLUE EN TCHE- COSLOVAQUIE . . . . .	B. Pechitch
LE PROBLEME DE LA REPRE- SENTATION CHINOISE A L'ONU . . .	J. Smolé
LES RAPPORTS ECONOMIQUES ENTRE ETATS SOCIA- LISTES	
L'ACCORD TITO--TOGLIATTI DE 1947	
JOSE DEL BARRIO SUR LES SPHERES D'INTERETS	

PREMIERE ANNEE, NUMERO 1 ∞ BELGRADE, LE 7 JUIN 1950

# Revue de la POLITIQUE MONDIALE

UN APERCU YOUGOSLAVE SUR  
LES PROBLEMES INTERNATIONAUX

LA REVUE A LE CARACTERE D'UNE  
TRIBUNE LIBRE ET PUBLIE LES CON-  
SIDERATIONS DES AUTEURS YOUGO-  
SLAVES ET ETRANGERS SUR LES  
DIVERSES QUESTIONS DE POLITIQUE  
INTERNATIONALE

La revue paraît deux fois par mois

Editeur:  
L'UNION DES JOURNALISTES  
DE YOUGOSLAVIE

Directeurs:  
DOUCHAN TIMOTIEVITCH  
et  
ZDRAVKO PETCHAR

Rédaction et administration, Terazije 31,  
Beograd

## SOMMAIRE:

	Page
LA VOIE A PRENDRE POUR METTRE FIN A LA GUERRE FROIDE . . . . .	3
LE PLAN SCHUMAN . . . . .	4
CRIMES SUR LES BORDS DE L' ELBE . . . . .	4
LES MANOEUVRES DE LA DI- PLOMATIE SOVIETIQUE ET LE PARTI COMMUNISTE ITALIEN . . . . .	4
LE SATELLITISME DES DIRI- GEANTS COMMUNISTES D' IS- RAEL . . . . .	5
41 EMISSIONS RADIOPHONIQUES QUE PERSONNE NE BROUILLE . . . . .	5
AGNES SMEDLEY . . . . .	6
LES SPHERES D' INTERET: DANGER DE GUERRE LATENT . . . . .	7
LA CONTROVERSE AUTOR DE TRIESTE . . . . .	9
RETABLISSEMENT DU CON- TACT DIPLOMATIQUE ENTRE BELGRADE ET ATHENES . . . . .	13
UNE TENTATIVE DE DISSIMU- LATION DE LA QUESTION NA- TIONALE NON RESOLUE EN TCHECOSLOVAQUIE . . . . .	14
LE PROBLEME DE LA REPRE- SENTATION CHINOISE A L'ONU . . . . .	16
A TRAVERS LE BROUILLARD DE LA PROPAGANDE . . . . .	16
L'UNION SOVIETIQUE ET LE MOUVEMENT PROGRESSISTE EN ALLEMAGNE . . . . .	20
L'INEGALITE EN DROIT DANS LES RAPPORTS SCVIETO-BUL- GARES . . . . .	22
LES RAPPORTS ECONOMIQUES ENTRE ETATS SOCIALISTES . . . . .	25
L' ACCORD TITO - TOGLIATTI DE 1946 . . . . .	27
JOSE DEL BARRIO SUR LES SPHERES D' INTERETS . . . . .	23

## COLLABORATEURS:

IVAN KARAIVANOV se range parmi les plus pro-  
ches collaborateurs des fondateurs du Parti social-dé-  
mocrate bulgare (socialistes étroits) Dimitar Blagojev,  
Georges Dimitrov et Vasil Kolarov.

Son activité publique débuta en 1913, à l'issue de  
la Guerre balkanique. Il appartient d'abord au Parti  
des socialistes étroits et devint membre, en 1918, du  
Parti communiste bulgare. De 1919 à 1923, il assista  
Dimitra Blagojev à la rédaction de l'organe du PC  
bulgare »Novo Vreme«. En tant que membre du Co-  
mité révolutionnaire de Sofia, il prit une part active  
à l'Insurrection de septembre 1923.

Après l'échec de l'insurrection, il se rendit à  
Vienne. Là, il fit partie de la Représentation du PCB  
pour l'étranger et collabora, avec Georges Dimitrov  
et Vassil Kolarov, à la publication d'un journal illégal,  
le »Rabotničeski Vesnik«. Il passe en URSS en 1926,  
où il travailla au Comité exécutif de l'Internationale  
communiste, à l'Institut Marx—Engels et à l'Univer-  
sité communiste des travailleuses de l'Etat. Pendant  
la guerre, il travailla au Comité fédéral de la Radio.  
Il demeura à Moscou dans les dures circonstances que  
traversait cette ville et sans vouloir la quitter pour  
se retirer à Koujbichev. Il a beaucoup voyagé à l'é-  
tranger, pour les affaires du Parti.

Après la libération de la Bulgarie, il revint dans  
le pays mais il ne put s'y maintenir, étant entré en  
conflit avec la direction du PCB (Dimitrov n'était pas  
encore alors en Bulgarie) que, durant la guerre déjà,  
il rendait responsable de la mort des parachutistes  
envoyés d'URSS en Bulgarie. En mai 1945, il se fixa  
d'une façon permanente en Yougoslave. Il y est Di-  
recteur de l'Institut de politique et d'économie inter-  
nationales. Naturalisé Yougoslave, aux dernières élec-  
tions parlementaires il a été élu député de l'arrondi-  
sément de Dimitrovgrad (anciennement Tsaribrod) où  
vit un assez grand nombre de minoritaires bulgares.

WOLFGANG LEONHARD a passé dix ans en Union  
Soviétique (de 1935 à 1945). A partir de 1945, il a  
collaboré à l'Office pour l'Agitation et la Propagande  
du Deuxième secrétariat du Parti socialiste unitaire  
allemand, et à partir de 1947, il a rempli les fon-  
ctions de professeur à la Haute école du Parti »Karl  
Marx« à Berlin. En mars 1949, il a émigré en signe  
de protestation contre la politique révisionniste du  
Parti socialiste unitaire allemand. Il vit actuellement  
à Belgrade.

DOUCHAN BLAGOYEVITCH, journaliste de pro-  
fession et participant à la guerre de libération nationale  
depuis 1941. Il occupe à présent les fonctions de Di-  
recteur général-adjoint du journal »Borba«, organe du  
Parti communiste de Yougoslavie.

ZDRAVKO PETCHAR, journaliste de profession,  
participant à la guerre de libération nationale, Secré-  
taire de l'Union des journalistes de Yougoslavie.

YOJE SMOLE, journaliste de profession, participant  
à la guerre de libération nationale, correspondant de  
l'Agence yougoslave d'information »Tanjug« aux Etats-  
Unis et correspondant de la Revue »La politique in-  
ternationales«.

MARIJA VILFAN, fut durant la guerre le Directeur  
du »Slovenski poročevalec«, organe du Front de la  
Libération slovène. Aujourd'hui elle exerce les  
fonctions de Directeur-adjoint à l'Information près le  
Gouvernement Fédéral Yougoslave.

BOGDAN PECHITCH, rédacteur de »Borba«, et se-  
cretaire de la Section de Politique étrangère de l'Asso-  
ciation des Journalistes de la République populaire  
de Serbie.

# Revue de la POLITIQUE MONDIALE

1-ère année No 1

Le 7 juin 1950

## NOS COMMENTAIRES

### LA VOIE A PRENDRE POUR METTRE FIN A LA GUERRE FROIDE

Les efforts faits par M. Trygve Lie, secrétaire général de l'ONU, en vue de mettre fin à la guerre froide ont provoqué un vif intérêt en Yougoslavie et ailleurs. Les visites de M. Lie à Washington, Londres, Paris et Moscou, et ses conversations là-bas méritent, quoiqu'on ne sache pour le moment que peu de chose à leur sujet, d'être saluées comme une initiative utile dans la mesure où elles tendent à une activation substantielle, dans le cadre de l'ONU, du règlement de toute une série de problèmes internationaux sensibles, où un arrêt sérieux s'est produit, — comme c'est le cas de la question de la Chine. L'attitude de M. Trygve Lie — puisqu'il est question précisément de la représentation de la Chine à l'ONU, — peut être considérée comme un exemple concret de la recherche d'une manière judicieuse d'aborder les problèmes internationaux actuels. Dans la situation actuelle, toute méthode unilatérale dans le traitement des différentes questions du domaine des relations entre grandes puissances équivaut à un abandon par avance de toute recherche de solution dans l'intérêt de la paix. Comme on le sait, M. Trygve Lie a réussi à échapper à la méthode unilatérale dans la question de la représentation chinoise, à propos de laquelle a éclaté ce qu'on appelle la crise de l'ONU. C'est là certainement l'expression d'une situation judicieusement comprise et de bonnes intentions.

La visite de M. Trygve Lie à Moscou a été traitée dans l'opinion internationale comme une tentative de médiation entre les Gouvernements des Etats-Unis et de l'Union Soviétique. Considéré en lui-même, cet effort — si là était vraiment son but — doit être accueilli comme utile. Il n'est pas de peuple au monde, yougoslave ou autre, qui ne souhaite la fin de ce qu'on appelle la guerre froide et son rem-

placement par une coopération en vue de la recherche d'un règlement, qui jetterait les bases d'une paix véritablement démocratique. La pratique de la guerre froide a montré qu'on y manœuvre, de part et d'autre, avec des questions qui ne rentrent dans la sphère des intérêts réels ni de l'URSS ni des USA, et c'est pourquoi il ne devrait point y avoir de problèmes dans le cadre des rapports soviéto-américains. La pratique actuelle de la guerre froide a ainsi montré qu'elle est menée, et qu'on s'efforce de continuer à la mener, pour la plus grande partie, sur le dos des autres peuples. C'est le cas, par exemple, de la tentative soviétique en vue d'empêcher un règlement du problème du territoire libre de Trieste par la voie de négociations directes entre les Etats intéressés, Yougoslavie et Italie, d'escamoter cette question et de créer un nouveau foyer de nervosité et de tiraillements.

Dans la situation actuelle, il n'y a pas de meilleure voie à suivre pour mettre fin à la guerre froide que de s'efforcer d'en venir à des actes concrets qui permettraient une activation de l'Organisation des Nations-Unies sur la base d'une participation égale de tous les Etats à la recherche et à la création de mesures constructives pour l'édification d'une paix démocratique. Cela simplifierait les problèmes et réduirait les oppositions à leur mesure véritable, d'une part, et contribuerait, de l'autre, à développer l'initiative des autres Etats, qui ont le droit de régler leurs propres problèmes et de fournir leur contribution positive au règlement d'autres problèmes, d'une portée internationale plus vaste. Toute autre voie aboutirait à une impasse et ne ferait que compliquer les choses.

Douchan BLAGOYEVITCH

## Le plan Schuman

Un bon nombre d'Etats de l'Europe occidentale a accepté de prendre part aux discussions sur le plan présenté par le ministre français des Affaires étrangères, Mr. Robert Schuman, concernant la mise en commun des industries sidérurgique et charbonnière allemandes et françaises. La déclaration commune, dont le but est de garantir à l'avance les succès des négociations, a été adoptée par les pays du Benelux, l'Allemagne Occidentale et l'Italie, et les pourparlers préliminaires entre ces pays ont déjà commencé à Paris. La Grande Bretagne, qui n'a pu se décider à signer cette déclaration, sera régulièrement informée des travaux de la conférence.

Selon les déclarations de l'auteur de ce plan, la coopération qu'il préconise constitue une contribution au règlement pacifique des rapports franco-allemands et il est, par conséquent, d'une grande importance pour la paix dans cette partie du monde.

Cependant, les motifs de cette initiative française (qui a été précédée probablement d'un consentement, sinon d'une suggestion américaine), doivent être recherchés dans la structure même de l'industrie sidérurgique française. L'on sait qu'au cours de cette année, les magnats français de l'acier ont recherché à plusieurs reprises le contact avec les industriels allemands et belges, dans l'intention non dissimulée de rétablir cartel international de l'acier. La production et l'exportation françaises ont singulièrement progressé au cours de ces dernières années, et les plans des années qui suivent sont très ambitieux.

Un pareil développement de l'industrie de l'acier en France a été favorisé, d'une part, par les grandes subventions gouvernementales et, d'autre part, par la pénurie générale de l'acier dans le monde et la production réduite de l'Allemagne. A partir de 1948, la production allemande prenant de l'extension et sa concurrence sur les marchés mondiaux commençant à s'avérer particulièrement dangereuse, les industriels français en vinrent à conclure que leurs intérêts seraient le mieux servis par la conclusion d'un accord spécial avec l'industrie lourde allemande. Cela permettrait d'éviter la violente concurrence actuelle qui a provoqué, au cours de ces derniers mois, une chute en flèche des prix des produits sidérurgiques, et les manifestations latentes, tendant à croître rapidement, d'une hyperproduction de l'acier. Il y a lieu de souligner aussi particulièrement que la structure des prix, dans l'industrie sidérurgique française, est sensiblement défavorable par rapport à celle de l'industrie sidérurgique allemande, en partie parce que les prix du coke importé sont supérieurs à ceux que l'on accorde aux producteurs allemands.

On prétend que la nouvelle organisation proposée par le Gouvernement français n'a aucun rapport avec l'établissement d'un quelconque cartel international dont les buts seraient de dicter les prix de l'exportation et de partager les marchés. On peut pourtant supposer à bon droit qu'avec la mise en pratique du projet Schuman, l'industrie lourde de l'Allemagne et

de la France, ou de l'Europe capitaliste, mènera une politique qui équivaudra nécessairement à une discrimination à l'égard de différents pays, soit en ce qui concerne les quantités, soit en ce qui concerne les prix et les qualités des produits. De même que pour l'ancien cartel international de l'acier, qui était présenté par ses dirigeants comme un facteur positif dans la normalisation du marché européen, il faut considérer que l'organisation proposée recèle, elle aussi, quelque sous le couvert d'un accord inter-Etats, un danger latent pour le commerce international des produits de l'industrie sidérurgique.

C. A.

## Crimes sur les bords de l'Elbe

Après plusieurs mois de mauvais traitements et de tortures infligés par la police tchécoslovaque, Dimitriyé Dimitriyévitich, Président de l'organisation du Front populaire des Yougoslaves à Prague, est mort le 28 avril dernier dans la prison de Brandis — sur Elbe. 20 jours à peine après ce crime, la nouvelle d'un autre parvenait à l'opinion publique. En février dernier, les cominformistes tchécoslovaques ont jeté du cinquième étage de la prison de Usti sur Elbe, le corps mutilé d'un citoyen yougoslave, Joseph Pléché. La police tchécoslovaque avait gardé le plus profond secret sur ces deux crimes.

Dimitriyévitich et Pléché avaient été arrêtés en décembre de l'année dernière, de concert avec les autres dirigeants du Front populaire des Yougoslaves en Tchécoslovaquie. Alors, pour mettre fin à l'activité de cette organisation démocratique, la police tchécoslovaque avait fait irruption dans ses locaux, apposant les scellés, arrêtant tous les fonctionnaires et interdisant, en vertu d'une loi édictée par l'empereur François-Joseph, en 1876, toute activité ultérieure du Front populaire. Aujourd'hui encore, on ne sait toujours rien sur le sort des autres personnes arrêtées.

Vu l'attitude et la position de tous les Gouvernements de l'Est européen vis-à-vis de l'URSS, on ne peut douter un seul instant que de pareils crimes ne soient accomplis suivant des directives venues de l'Union Soviétique. Et ils ont deux objectifs — premièrement — de provoquer la Yougoslavie et d'y jeter le trouble, et, deuxièmement — d'intimider les peuples de leurs propres pays afin de les inciter à supporter sans murmures les rapports que l'URSS leur a imposés par l'Intermédiaire de ses agents.

M. D.

## Les manoeuvres de la diplomatie Soviétique et le Parti communiste italien

Giancarlo Pajetta, l'un des leaders cominformistes italiens, a publié dans l'organe du Parti, «Unità», le 15 juin 1949, un article dans lequel il écrivait qu'après les élections dans la zone A, «la réaction italienne fut obligée de rétracter ses assertions controuvées suivant lesquelles le Parti communiste du Territoire libre de Trieste (il pensait aux cominformistes de Vidali) n'est pas un parti italien». Il ajoutait que ce parti «arrache-

7 juin 1950

REVUE DE LA POLITIQUE MONDIALE

5

rait aux mains de la réaction le drapeau de l'italianité». Et Teraccini, sénateur communiste de Rome, souligna particulièrement, dans son discours électoral à Trieste, que l'Union soviétique «reconnaissait le caractère italien de la ville».

Et jusqu'au mois de mai de cette année, les cominformistes italiens n'ont cessé d'insister sur la nécessité de réunir sans délai le Territoire libre de Trieste à l'Italie, cependant que l'«Unità» en appelait à la Déclaration tripartite, en accusant le Gouvernement italien de défendre avec insuffisamment d'énergie la thèse «du retour du Territoire libre triestin à l'Italie». Les sénateurs communistes applaudirent Vittorio Orlando, porte-parole des tendances les plus extrémistes des nationalistes italiens, lorsque celui-ci posa ces mêmes revendications.

C'est alors que survint la note soviétique adressée aux Gouvernements des USA, de la Grande Bretagne et de la France. Dans cette note, (manoeuvre ayant aussi pour but d'empêcher un accord direct entre l'Italie et la Yougoslavie dans la question triestine, ainsi que d'entraver en même temps l'accord de ces quatre grandes puissances sur l'Autriche), l'URSS exigeait «un retour à l'exécution du Traité de paix». Sans chercher à apprécier toute l'hypocrisie de cette demande et sans vouloir entrer dans la question des possibilités de sa réalisation, nous citerons ce que l'«Unità», changeant soudainement d'opinion, écrivit à ce propos :

«La note soviétique — bien que séparant juridiquement Trieste de l'Italie — rend possible l'unité politique (donc, l'unité de tous, sans distinction, des néofascistes aux cominformistes) de ce territoire avec l'Italie».

Un peu plus tard encore, les cominformistes italiens continuèrent de modifier avec discipline leur attitude et, maintenant, ils commencent à convaincre leurs adeptes qu'ils n'ont jamais revendiqué rien d'autre que ce que revendique la note soviétique, à savoir: la nomination d'un gouverneur et la «stricte observation des clauses du Traité de paix». J. L.

## Le satellitisme des dirigeants communistes d'Israël

La subordination des dirigeants de certains partis communistes à l'URSS et l'abdication de tout principe auquel leur satellitisme obéissant mène, ces pertes ont été le mieux illustrées, ces derniers temps, par l'exemple du Parti communiste d'Israël.

Lorsque l'Assemblée générale de l'NOU décida, en décembre 1949, l'internationalisation de Jérusalem, outre les délégués du Kuomintang et de la France, l'URSS, la Biélorussie, l'Ukraine et la Tchécoslovaquie votèrent en faveur de cette décision. Seule, parmi les pays de l'Est européen, la Yougoslavie fit preuve d'une attitude différente. Elle était contre l'internationalisation de Jérusalem, estimant que la question de Jérusalem ne pouvait être équitablement résolue que par la voie des pourparlers directs entre les premiers intéressés: les Arabes et les Juifs.

Le Parti communiste d'Israël, qui s'était toujours montré jusque là opposé à l'internationalisation, com-

mença inopinément dès lors à défendre le point de vue de l'Union Soviétique. Il critiqua même violemment le Gouvernement israélien de se montrer contraire à une telle solution.

Mais, ultérieurement, et sans doute encore pour certaines de ses raisons particulières, l'URSS, renonçant soudain à l'internationalisation, en fit l'annonce le 19 avril 1950. Deux jours après, le «Kol haam», organe des cominformistes israéliens, annonçait déjà qu'ils étaient aussi contre l'internationalisation. Le «Kol haam» justifia cette volte-face en déclarant que ce n'était là «nullement une question de principe», et ajoutant que le Parti communiste d'Israël était «fier» de s'être toujours conformé à la politique de l'Union soviétique!

J. L.

## 41 émissions radiophoniques que personne ne brouille

41 émissions radiophoniques quotidiennes de l'URSS et des pays de l'Europe orientale, qui se trouvent sous la domination de l'URSS, sont destinées au public yougoslave. Elles durent au total 14 heures. 31 émissions sont diffusées en langue serbo-croate, quatre en langue slovène et six en langue macédonienne. La plupart de ces émissions sont diffusées, sous le nom de Radio-Moscou, par des postes de raio soviétiques qui se trouvent à Lvov et à Kichinev, et dont chacune possède une puissance de 150 kilowatts, puis par une douzaine de puissantes stations émettrices à ondes courtes. Ces stations d'URSS émettent 8 fois en langue serbo-croate, 2 fois en langue slovène et 2 fois en langue macédonienne sur semaine, et diffusent le dimanche une émission de plus en langues serbo-croate et macédonienne.

C'est la Tchécoslovaquie qui vient immédiatement après l'URSS par le nombre des émissions destinées aux auditeurs yougoslaves: deux stations de 120 kw. à Prague et une à Brno, à Košice et à Bratislava, chacune de 100 kw. Ces stations diffusent en tout 9 émissions: 6 en langue serbo-croate, deux en langue slovène et une en langue macédonienne. La radio bulgare (Radio-Sofia) donne chaque jour 6 émissions destinées aux auditeurs yougoslaves: trois en serbo-croate et trois en macédonien. Ces stations diffusent également une émission supplémentaire le dimanche en chacune de ces langues. Radio-Varsovie (deux stations d'une puissance totale de 170 kw.) diffuse deux émissions par jour en serbo-croate, cependant que Radio-Budapest (deux stations de 135 kw. chacune) donne cinq émissions par jour, également en serbo-croate, mais on les entend mal en Albanie même, émissions en langue serbo-croate. Le gouvernement roumain a mis à la disposition des soi-disant émigrés politiques yougoslaves une puissante station de radio à ondes courtes qui émet trois fois par jour en serbo-croate. Radio-Tirana (deux stations d'une puissance totale de 3 kw.) diffuse deux émissions en langue serbo-croate, mais on les entend mal en Albanie même, plus forte raison en Yougoslavie. De tels moyens n'ont jamais été mis à la disposition des émigrés de Grèce, d'Espagne ou d'ailleurs dans aucun des pays de l'Europe orientale.

Personne en Yougoslavie ne brouille ces émissions radiophoniques. Chacun peut les écouter librement en Yougoslavie. La teneur de ces émissions est la meilleure des contre-propagandes, car on peut y entendre des affirmations dont tout homme vivant de Yougoslavie peut constater l'absurdité.

De même qu'on ne brouille nullement les émissions radiophoniques des pays cominformistes, on ne dissimule point non plus au public yougoslave les résolutions et autres textes émanant des dirigeants de ces pays. Les lettres du parti communiste (bolché-

vik) de l'URSS qui ont précédé la résolution du Cominform ont été, par exemple, éditées en une brochure qui a été tirée à 450.000 exemplaires. La résolution elle-même a été publiée dans l'organe du parti communiste de Yougoslavie, la «Borba», qui avait à cette époque un tirage d'un demi-million d'exemplaires.

Aucun des documents officiels ou officieux yougoslaves n'a été publié en URSS, pas plus que dans les pays qui lui sont subordonnés.

M. D.

## AGNES SMEDLEY

par Maria VILFAN

Les peuples qui luttent pour leur indépendance ont perdu, avec la disparition de Agnès Smedley, récemment décédée, un rare ami.

Chacun de ses articles sur la Chine, chacun de ses livres, fut écrit par elle avec le désir d'éveiller la conscience de l'humanité, «dans l'espoir qu'en apprenant la vérité le monde travailleur des autres pays compatirait aux souffrances de la Chine». Dès l'instant où elle passa le seuil de la Chine, Agnès Smedley sentit combien les pays hautement développés d'Occident étaient coupables de la misère dans laquelle vivent les Chinois. Après son arrivée en Chine, elle pouvait se retirer dans le cercle des étrangers, ou bien partager la destinée des Chinois. Agnès Smedley résolut «de se placer au milieu du fleuve de la vie et de permettre que ses flots la frappent de toutes leurs forces». Elle aida les révolutionnaires dans les villes, écrivit des articles et des livres par lesquels elle instruisait le monde sur la lutte du peuple chinois. Après l'invasion japonaise, elle marcha au côté des troupes chinoises comme journaliste et assistante sanitaire et, en 1941, gravement malade, elle regagna les Etats-Unis. «Elle était devenue une partie de la grande lutte de la Chine, comme elle l'écrivait elle-même. Les Chinois l'aimaient et la considéraient des leurs, et ce sentiment à son égard a été le mieux exprimé par la vieille Tsai, en territoire libéré, lorsque celle-ci lui dit: «Par votre promptitude à partager l'âme féminine».

Nombreux furent les moments de la lutte du peuple chinois où, seuls lui restèrent fidèles les amis inébranlables tels que Agnès Smedley. Connaissant la force invincible de ce peuple résolu à lutter pour son indépendance, elle l'exhorta et le soutint surtout aux moments où ceux-là mêmes qui eussent dû être ses plus proches alliés faillirent à l'amitié.

Elle partagea l'indignation des antifascistes de Sian lorsque ceux-ci, alors que le maréchal Tchang Sue Liang venait d'arrêter Tchang Kai Chek pour le

contraindre à combattre contre le Japon, lurent dans les «Izvestia» soviétiques que «l'incident de Sian était dû à un complot japonais».

Elle rougit de ses compatriotes lorsque ceux-ci tolérèrent que l'Amérique restât si longtemps les bras croisés, attendant que le Japon s'épuise en s'acharnant contre le peuple chinois. Regardant passer les colonnes de la VIII<sup>e</sup> armée, Agnès Smedley vit un enfant qui courait à leur suite en portant de l'eau dans un bidon à essence de la «Standard Oil». Elle écrivit avec amertume que ce vieux bidon à essence était la seule contribution des USA au Front Nord-occidental de Chine. Après la signature du pacte germano-soviétique, les communistes américains et britanniques affichèrent une sorte de «neutralité» dans la guerre contre le fascisme. «En entendant parler ces gens, écrit Agnès Smedley, je trouvais peu de différence objective entre leur politique et celle des «américains Firster (fascistes)». Jamais les communistes chinois n'ont songé à «une réconciliation avec les Japonais», écrit Agnès Smedley. «Ils savaient que les nazistes et les fascistes japonais étaient leur principal ennemi».

Je l'ai vue pour la dernière fois l'année passée, à New-York, la veille de son départ pour l'Angleterre. Elle me lut des fragments de la biographie de Tchou Teh le nouveau livre qu'elle préparait. Elle s'intéressa aux formes de notre lutte, les comparant aux formes de la lutte en Chine. J'avais l'impression reconfortante d'interpréter notre réalité à l'un des rares étrangers qui la comprennent dans toute son étendue.

Les hommes de Yougoslavie se souviennent de Agnès Smedley comme de l'écrivain qui leur a fait connaître le premier la lutte des partisans chinois et qui suivit avec sympathie la lutte de libération des peuples yougoslaves dans laquelle elle voyait une manifestation de la résolution générale des peuples opprimés à vivre dans la liberté.

Je me souviendrai toujours d'elle comme de l'une des plus nobles femmes de notre époque.

# LES SPHERES D'INTERET: DANGER DE GUERRE LATENT

par Zdravko PETCHAR

Dans sa résolution pour la Paix, l'Assemblée nationale tchécoslovaque, proposant un Pacte de la Paix, ne s'adresse pas à tous les peuples du monde pour les inviter à concourir à l'élaboration d'un tel Pacte. Son appel s'adresse exclusivement aux grandes puissances. Il est hors de doute que l'entente des grandes puissances rendrait possible la consolidation de la situation internationale, et c'est pourquoi personne de raisonnable ne peut s'opposer à cette entente. Mais si ce Pacte doit, en premier lieu, tenir compte des grands intérêts étatiques des cinq grandes puissances (telle est la conception tchéco-soviétique de ce Pacte), il est dès lors en substance, en entière contradiction avec la Charte des Nations-Unies. Une véritable entente de paix dans le monde ne peut être réalisée sans la coopération générale basée sur l'égalité en droit des grands et des petits peuples. Par conséquent, créer de tels pactes sans la participation des petits états, ou ce qui plus est, au détriment des petits états, partager le monde en sphères d'influence (et dans le cadre de ses sphères d'influence, n'agir qu'à son gré) — ce à quoi se réduit en réalité la proposition Vishinsky à la dernière session de l'ONU, — équivaut à revenir à l'ancienne politique des blocs et des sphères d'intérêts, politique qui porte en elle le danger latent de conflits de guerre et de catastrophes.

A la fin du XIX-ème siècle et au début du XX-ème, la Grande Bretagne et la France, vieilles puissances coloniales, dont les territoires d'outre-mer furent les premiers visés par la «politique mondiale» de l'Allemagne (dans la suite des agressions coloniales), se rendent compte que, dans les conditions nouvelles, l'heure était venue de mettre fin aux frictions internationales autour de l'Egypte, de Maroc et du Siam. Lord Lansdowne, Delcassé et Paul Cambon se livrent à des marchandages — et les sérieuses dissensions d'hier se métamorphosent en «Entente Cordiale». Mais qu'est-ce qui se dissimule en réalité derrière l'Entente? Lénine nous le dit en trois mots: «Ils partagent l'Afrique». Et, en effet, l'accord du 8 avril 1904 fut un des premiers accords du XXème siècle conclus sur la base des sphères d'influence. Dans le cadre des sphères d'influence, l'Egypte fut dévolue à la Grande Bretagne, le Maroc à la France, et ces deux Etats se partagèrent le Siam d'un commun accord. Trois années plus tard, la Russie s'associait à cet accord: en conséquence les litiges anglo-russes autour de la Perse, de l'Afghanistan et du Thibet se trou-

vèrent réglés. A cette occasion fut effectué en Perse le partage, pour ainsi dire classique, des sphères d'influence. La partie septentrionale revint à la sphère d'influence russe, la partie méridionale à la sphère britannique (naphte) et la partie centrale de la Perse fut décrétée «Zone neutre». Le tsarisme s'entendit en 1907 avec l'Angleterre au détriment des petits pays arriérés et non évolués, et cet accord de «pillards» eut pour résultat de donner à l'Entente un nouvel allié.

C'est donc ainsi qu'au début du XXème siècle fut mise en oeuvre la politique de sphères d'intérêts entre les grandes puissances impérialistes d'Europe, — politique qui devait engendrer de nouveaux conflits de guerre. Cependant une tension croissante se faisait sentir dans les rapports entre Grands Etats, les contradictions intérieures et extérieures du capitalisme prenaient de plus en plus d'acuité; il en était de même des contradictions entre les métropoles et les colonies. Les tentatives faites dans le but d'aplanir en quelque sorte ces contradictions, donnèrent naissance à de nouveaux accords en vue de la délimitation de territoires et de nouveaux partages de «sphères d'intérêts». Aux nombreux «anciens» motifs de la politique coloniale, le capital financier ajouta la lutte pour la source de matières premières, pour l'exportation des capitaux, pour «les sphères d'influence», c'est-à-dire les sphères d'affaires lucratives, de concessions, de profits monopolistes, etc. C'est ainsi que Lénine définissait les «sphères d'intérêts», et faisant leur analyse il a souligné le caractère entièrement asservissant et exploiteur de toute «sphère d'intérêts». Et c'est en raison de ce caractère que la bourgeoisie tenait opiniâtement secrets les accords sur les sphères d'intérêts et les enveloppait du manteau de la diplomatie secrète.

A l'époque de la Révolution socialiste d'Octobre, dans le premier décret du gouvernement soviétique, — décret sur la Paix — (8 novembre 1917) Lénine déclara et commença personnellement la guerre à outrance contre la diplomatie secrète et la politique des sphères d'intérêts. Et comme les actes de Vladimir Lénine n'étaient jamais en désaccord avec ses paroles, à peine un mois plus tard furent publiés et annulés tous les accords exploités secrets conclus par la diplomatie tsariste avec les autres puissances impérialistes, tels que, par exemple: la pacte de Londres, signé en 1915, et créé au détriment de la Yougoslavie et de l'Albanie, qui servit plus tard de moyen de

pression dans le diktat de Rapallo; les accords sur le partage de la Perse et de la Turquie. Le partage classique des sphères d'intérêts entre l'Angleterre et la Russie, en Perse, se termina par l'évacuation des troupes russes de Perse, sur l'ordre de Lénine, car l'Union Soviétique, — pays à ordre social nouveau et supérieur — ne pouvait et ne voulait s'associer à la politique de rapine pratiquée par les impérialistes au moyen du «partage des sphères d'intérêts». Le mêmes mois, l'indépendance de la République Finlandaise fut reconnue. C'est ainsi que Lénine luttait contre la politique des blocs et des sphères d'intérêts, c'est ainsi qu'il militait en faveur de la mise en oeuvre du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Sous sa direction, l'Etat Soviétique fut résolument arraché de tous les accords bourgeois conclus sur la base des sphères d'intérêts, et, partant de l'Entente.

Cet accord, l'Entente — constituait par lui-même un des plus intéressants documents qui soient jamais sortis des mains de la diplomatie, comprenait deux parties: »l'une destinée à être publiée, — et l'autre, secrète«. (Potemkine, Histoire de la diplomatie 11) Cet accord (le public et le secret, lorsqu'il fut divulgué) étalait sous leur vrai jour l'hypocrisie et la dissimulation de la diplomatie bourgeoise secrète.

Cependant, 35 ans à peine après, ce »document diplomatique des plus intéressants« renfermant une partie publique et une partie secrète, et un peu plus de 20 ans après le coup décisif porté par Lénine à la diplomatie impérialiste secrète et à la politique spoliatrice des sphères d'intérêts, apparut sur la scène des rapports internationaux un nouveau document diplomatique, dont on affirmera plus tard seulement qu'il était à ce point »intéressant« qu'il ne le cédait en rien à l'accord de l'Entente et même le surpassait. Il s'agit là du Pacte de non-agression conclu le 23 août 1939 entre le Reich Hitlérien et l'Union Soviétique.

Ce pacte fut conclu entre, d'une part, l'URSS — Etat dont Lénine avait posé les fondements tout en jetant les bases de sa politique extérieure — et, d'autre part, l'Allemagne hitlérienne fasciste. Le monde progressiste tout entier expliquait (bien qu'avec peine) cet acte soviétique sur le plan extérieur et même s'élevait en sa défense, car tous les hommes progressistes étaient profondément convaincus que ce pacte se limitait au texte de l'accord qui avait été rendu public. Il a fallu que passe la deuxième guerre mondiale, qu'on défonce les coffres-forts d'acier du Ministère des Affaires Etrangères allemand pour découvrir les accords et plans secrets germano-russes de Molotov et Ribbentrop. Aujourd'hui, à la lecture de ces documents, l'on demeure stupéfait devant la monstruosité des divers accords sur la délimi-

tation des sphères d'intérêts; sur la Finlande, l'Esthonie, la Lettonie, la Bessarabie, la Bukovine, Sinkjang et la Mongolie extérieure, en tant que sphères d'intérêts de l'URSS; sur »les territoires au Sud de Batoum et de Bakou qui s'étendent vers le Golfe Persique« en tant que centre des aspirations soviétiques. Ici les intérêts se sont enchevêtrés et, en fin de compte, »se sont fondus en une pelote d'intérêts de l'impérialisme«, pour employer les termes par lesquels Staline lui-même caractérisait la politique impérialiste du tsarisme à l'époque de l'Entente (Les principes du léninisme, 1924). Ou bien à la manière laconique et directe de Lénine: »Ils partagent la Pologne«. Cette fois-ci, l'Allemagne fasciste et la »politique extérieure conséquent de l'URSS« délimitent les sphères d'intérêts, créent un accord au détriment de territoires étrangers et partagent la Pologne de la même manière que les rapaces impérialistes qui, 35 ans auparavant, se partagèrent l'Afrique.

Cette participation de l'Union Soviétique à un partage des sphères d'influence est-elle la négation des principes marxistes et léninistes sur les rapports entre les peuples, sur le droit de libre disposition des peuples? Ou bien ont-ils peut-être raison ceux qui, suivant docilement la ligne de la politique étrangère soviétique, disent: »L'URSS fut contrainte de souscrire à ces accords, car il ne lui plaisait pas de tirer les marrons du feu pour l'Angleterre et la France«, mais la politique impérialiste des sphères d'intérêts n'est ni une méthode ni un moyen de la politique soviétique.\* La réponse à cette question est fournie par le dernier arrangement qui a été conclu de nos jours entre l'URSS et une grande puissance impérialiste.

L'opinion démocratique internationale eut vent de cet arrangement par les mémoires de Cordell Hull et d'Edward Stetinius. Les faits cités dans ces mémoires n'ont nulle part été démentis jusqu'ici par l'URSS ni par la Grande Bretagne. Or, ces faits nous apprennent qu'en octobre 1944 Staline et Molotov s'entendirent à Moscou avec Churchill et Eden sur le partage des sphères d'intérêts dans les Balkans. Aux termes de cet accord, l'URSS se vit attribuer la domination en Bulgarie, Hongrie, et Roumanie dans la proportion de 80 à 20. Les sphères d'influence en Yougoslavie furent partagées sur la base de 50 à 50, et la Grèce tout entière revint à la sphère britannique. Dans son article du 21 octobre 1944, la »Pravda« de Moscou, commentant la rencontre Staline—Churchill et les accords conclus, écrit: »L'URSS et la Grande Bretagne se sont entendues pour mener une politique commune en Yougoslavie. Si l'on

\* Au congrès du parti communiste de Slovaquie, qui eut lieu le 25 mai dernier à Bratislava, le ministre des Affaires Etrangères de Tchécoslovaquie Siroky déclara que le pacte Germano—russe de 1939 fut »d'une grande importance pour l'humanité progressiste«.

7 juin 1950

REVUE DE LA POLITIQUE MONDIALE

9

voulait ici aussi, au lieu de cette formule, donner une définition direct et laconique du fond de l'accord, l'on pourrait dire sans hésiter: „Ils partagent les Balkans.” Et c'est ainsi qu'à cette compétition hégémoniste des Grands Etats en vue d'un nouveau partage du monde au détriment des petits peuples, se joignit l'URSS, — pays dont la structure sociale et économique est telle qu'elle ne devrait pas l'obliger — encore moins aujourd'hui, dans la période des rapports radicalement modifiés des forces du monde — à s'engager dans la voie „de la lutte pour les territoires économiques”. L'URSS a non seulement fait sien un point de vue entièrement étranger au socialisme et à la science révolutionnaire de Marx, en ce qui concerne les rapports entre peuples, (point de vue caractéristique et naturel pour le capitalisme au stade impérialiste); mais, de plus, elle a adhéré à des accords politiques secrets sur la base de blocs et de sphères d'intérêts, et ce, pour satisfaire des intérêts égoïstes (grand-russes). Dans cet arrangement anglo-soviétique de 1944, l'URSS a essayé de se servir de la Yougoslavie comme d'une monnaie d'appoint en vue de régler ses comptes en suspens vis-à-vis de la Grande-Bretagne.

Aujourd'hui que l'on connaît cet accord, ne voit-on pas de toute évidence que les accords secrets antérieurs (avec l'Allemagne) n'étaient nullement fortuits, mais que déjà à ce moment-là, l'URSS commença à donner le grand coup de barre vers les méthodes et les moyens bourgeois-nationalistes en politique extérieure.

Revirement que le doctrinaire réactionnaire le plus audacieux n'aurait jamais pu prévoir. Nous en avons la preuve la plus convaincante dans la récente proposition soviétique, faite à la session de l'OUN, et relative au Pacte des cinq Grandes puissances — proposition dont l'adoption devait se traduire par le partage du monde entier en sphères d'intérêts entre les Grands partenaires et par le torpillage de l'ONU.

Cela équivaldrait sans nul doute à préparer et à fomenter de nouveaux conflits de guerre. C'est pourquoi le Maréchal Tito, dans son discours inaugural au Parlement yougoslave nouvellement élu, parlant des grandes lignes de la politique extérieure de la Yougoslavie, a annoncé la lutte implacable contre la politique des blocs et des sphères d'intérêts.

„Le Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie, a-t-il dit, aura, à l'avenir également, non seulement une attitude négative, mais il luttera par la propagande et dans les forums internationaux contre la création de blocs et de sphères d'intérêts, car il est profondément convaincu que de tels partages du monde constituent réellement pour l'humanité un danger latent de conflits de guerre et de catastrophes. Le gouvernement estime que ce n'est pas là la voie de la sauvegarde et de l'affermissement de la paix, qui, aujourd'hui, ne peuvent être réalisés qu'au sein des Nations Unies et par la patiente recherche des moyens propres à régler pacifiquement les questions internationales litigieuses.”

## LA CONTROVERSE AUTOUR DE TRIESTE

par S. PRIMORAC

Trieste et le Territoire libre se trouvent de nouveau aujourd'hui au centre de l'attention de l'opinion publique non seulement en Yougoslavie, mais aussi bien au-delà de ses frontières. La question de l'avenir de ce territoire, qui compte un peu moins de 400.000 habitants (dont environ 280.000 vivent dans la ville même de Trieste), est discutée dans presque toutes les langues dans la presse et à la radio, très souvent avec une connaissance fort douteuse des faits et du fond du problème.

A lire la presse italienne, les communiqués de l'agence ANSA ou les informations de certains correspondants étrangers crédules d'Italie, on acquiert l'impression qu'il s'agit d'une crise aiguë dans les rapports mutuels de la Yougoslavie et de l'Italie, crise suscitée par les »actes unilatéraux du Gouvernement yougoslave« et par les »procédés brutaux des autorités yougo-

slaves en zone B du Territoire libre de Trieste« qui se trouve sous l'administration de l'Armée yougoslave. Cette impression, d'ailleurs absurde, ne peut être que renforcée par les déclarations faites par nombre de porte-parole officiels ou mi-officiels italiens.

L'atmosphère générale à Rome, pour ne pas mentionner Trieste, reflète une tension et une nervosité extrêmes. Le contraste qu'elle offre avec l'atmosphère qui règne à Belgrade ne peut pas s'imposer à tout observateur même le moins averti.

Cela voudrait-il donc dire que les gens en Yougoslavie accordent moins d'importance au règlement définitif du sort de ce territoire, créé après de longues discussions en 1946 à la Conférence de la Paix à Paris? Le croire serait faire preuve d'une naïveté et d'une ignorance extrêmes, ou de l'illusion qu'en soulevant un

vacarme dans la presse, en usant de pression et de chantage, l'on peut inciter le Gouvernement ou le peuple yougoslave à abandonner une attitude dont personne en Yougoslavie ne met en doute l'équité.

Lorsque la Yougoslavie demanda, en 1945 et 1946, qu'on lui reconnût du côté de l'Italie une frontière qui répondit autant que possible à la composition nationale de la population, la situation internationale était très défavorable à la Yougoslavie. En outre, la frontière qui fut tracée entre la Yougoslavie et l'Italie après la Première guerre mondiale était tellement préjudiciable à la Yougoslavie qu'elle ne pouvait servir de base à la démarcation des frontières à la Conférence de 1946.

La question des frontières restait donc ouverte et elle devint un des problèmes les plus débattus du Traité de paix. La délégation yougoslave présenta un ample matériel documentaire en défense de sa thèse, insistant sur le fait qu'en tant qu'alliée dans la guerre la Yougoslavie méritait d'être traitée loyalement par la Conférence interalliée. Pourtant, le monde fut très peu informé des arguments soumis par la délégation yougoslave. La presse mondiale, se faisant l'écho des travaux de la Conférence, s'occupa beaucoup plus de l'analyse de la situation politique créée par la tension internationale croissante de la guerre froide déjà commencée, que des données statistiques et des cartes ethnographiques illustrant la situation sur le territoire en cause.

La délégation yougoslave se trouva donc en face d'une attitude qu'elle pouvait difficilement combattre par son exposé des faits. Le rejet de ses arguments s'appuyait surtout sur les considérations de politique mondiale de celles des délégations qui réglaient, par le total de leurs voix, les décisions de la Conférence. Dans ces considérations, très peu d'attention était accordée au fait que la Yougoslavie avait été un allié dans la guerre, tandis que l'Italie, en raison de son rôle après la guerre dans les frictions entre les grandes puissances, obtint une place en évidence dans les questions à l'ordre du jour.

L'Italie n'était pas ingénue au point de ne pas voir tous les grands profits qu'elle pouvait retirer d'une telle situation, à condition de jouer adroitement les bonnes cartes. C'est ce qu'elle fit en réalité; et aujourd'hui encore, dans les circonstances nouvelles, elle s'efforce de poursuivre ce jeu.

La question de Trieste n'a par conséquent pas été réglée dans un esprit d'équité concernant la frontière, mais comme une lutte pour les positions, dans une controverse qui n'a rien de commun avec les intérêts et les aspirations de la population en cause, ni même, en

définitive, avec les intérêts vitaux de l'un ou l'autre des pays intéressés — la Yougoslavie et l'Italie.

La Yougoslavie s'appuyait exclusivement sur la force des faits, qui de toute façon militaient en sa faveur, et elle s'en est tenue conséquemment à ses arguments revendiquant une frontière équitable. Ce faisant, elle ne pouvait, il est vrai, compter sur un succès complet, mais alors comme maintenant, la Yougoslavie nouvelle se refusait absolument à sacrifier son attitude, fidèle aux principes et son indépendance, pour prix d'un succès diplomatique momentané. A l'encontre d'une telle attitude, l'Italie a fait sans grands scrupules tous ses efforts pour profiter de la conjoncture internationale et manoeuvrer au sein du conflit des grandes puissances.

Il en a résulté que la nouvelle frontière délimitant la Yougoslavie et l'Italie a de nouveau grandement favorisé cette dernière en ce qui concerne la proportion des minorités nationales laissées sous la souveraineté de chacun des deux pays. Une partie du territoire de Goritsa et certaines régions situées au Nord de cette ville sont revenues à la Yougoslavie, tandis que le reste de la région de Goritsa (peuplée de 20.000 Slovènes environ), la Slovénie vénète et la vallée de Kanalé (au Nord de Goritsa, avec environ 60.000 Slovènes) étaient attribués à l'Italie, bien que la majorité de la population de ces contrées soit constituée par les Slovènes. Il s'agissait, enfin, de régler le sort de la partie extrême-sud du territoire en litige, du territoire qui entoure Trieste. En l'occurrence, le mépris total des arguments présentés par la Yougoslavie passa la mesure et, là encore, les intérêts politiques des grandes puissances prévalurent finalement; après de longues discussions on trouva une solution de valeur historique douteuse: on créa le Territoire libre de Trieste.

La Conférence ne se montra pas disposée à se départir, au moins dans cette question, de son attitude générale envers la Yougoslavie et à rechercher une solution conforme à des arguments basés sur des faits. Néanmoins, en ce qui concerne le territoire environnant Trieste, et malgré que les arguments de la délégation yougoslave eussent tant de peine à parvenir jusqu'aux oreilles des membres de la Conférence, il était impossible de dissimuler un certain minimum des titres de la Yougoslavie sur Trieste et, en particulier, ses droits sur la partie connue aujourd'hui sous le nom de Zone B.

Cette portion extrême-sud du territoire triestin (peuplée d'environ 70.000 habitants, sans aucune ville ou usine importante) fut placée

sous l'administration de l'Armée yougoslave, tandis que le reste du territoire (Zone A) resta sous celle des autorités militaires anglo-américaines. La composition nationale de l'une et de l'autre des deux zones montre clairement sur quoi se fondent en premier lieu les revendications de la Yougoslavie et son insistance touchant les intérêts légitimes qui découlent du Traité de paix. Dans la zone A, il y a environ 60.000 Slovènes, et dans la zone B, les Slovènes et les Croates (38.374) forment la majorité de la population.

La Yougoslavie a signé le Traité de paix malgré une telle solution du problème des frontières, en déclarant officiellement et expressément qu'elle le faisait comme un sacrifice et une contribution à la coopération de l'après-guerre. Elle n'a pas joué sur la carte des bons offices reciproques dans la guerre froide mais, face à une situation internationale déplorable, elle a réglé son attitude du point de vue de la nécessité que chaque Etat contribuât à la coopération internationale.

Les événements ultérieurs ne firent que souligner davantage la différence fondamentale entre l'attitude des deux Gouvernements intéressés. Le Gouvernement yougoslave est constamment resté fidèle à son désir de régler la question de la frontière sur la base d'un accord avec l'Italie. Par contre, l'Italie n'a jamais manifesté le moindre désir d'y souscrire. Le seul contact réalisé avec l'Italie se termina par l'accord bien connu Tito—Togliatti de 1946. Cet accord posait les principes généraux d'une solution du problème frontalier, prévoyant que l'Italie reconnaîtrait à la Yougoslavie la souveraineté sur Goritsa et la région environnante, et que la Yougoslavie reconnaîtrait à l'Italie ses droits sur la ville de Trieste (la ville même de Trieste ayant une majorité italienne et une minorité slave).

Le gouvernement italien suivit une voie tout à fait différente et qui marqua son attitude dans les discussions autour du Traité de paix. Profitant de la situation mondiale et de la situation intérieure en Italie, il réclama le soutien des grandes puissances occidentales. A la veille des élections, au printemps de 1948, il fit aboutir à la déclaration tripartite par laquelle lesdites puissances se prononcèrent en faveur du rattachement du Territoire libre de Trieste à l'Italie<sup>1</sup>).

<sup>1</sup>) La récente déclaration de Sforza où il se dit l'initiateur de la Déclaration tripartite, jette encore plus de clarté sur le rôle que devait jouer cette Déclaration des USA, de la Grande-Bretagne et de la France, publiée le 20 mars 1948, c'est-à-dire peu avant les élections parlementaires italiennes du 18 avril de la même année.

auxquels il est aussi difficile de passer outre qu'au fait constitué par l'insuccès rencontré dans la désignation d'un Gouverneur.

Les clauses du Traité de paix n'ont jamais été appliquées intégralement en ce qui touche le Territoire libre de Trieste. Les quatre grandes puissances ne s'accordèrent pas sur le choix du Gouverneur et la question resta ouverte. Cela ne signifie pas que rien n'ait changé dans le Territoire libre de Trieste. En vertu de toute une série d'actes unilatéraux du Gouvernement italien et d'accords avec l'Administration militaire de la zone A, cette zone s'est trouvée peu à peu incorporée au territoire douanier de l'Italie et, à tout autre point de vue, intégrée dans l'économie italienne. Qui plus est, certains hauts fonctionnaires civils à Trieste ont été nommés directement de Rome. A la veille des élections, le chef du Gouvernement italien vint en personne dans la zone A et prononça des discours aux meetings préélectorales.

Par ces mesures et diverses autres, non seulement la zone A s'est trouvée effectivement rattachée à l'Italie, mais la zone B est devenue un îlet coincé entre deux grands systèmes économiques. L'existence économique et le sort de la population de la zone B étaient donc mis en jeu. La situation empira encore du fait que, malgré les appels réitérés du gouvernement yougoslave, l'Italie se refusa à racheter, conformément aux dispositions du Traité de paix, la monnaie provisoire de guerre en circulation dans la zone B et à fournir à celle-ci des moyens de paiement normaux. L'économie de la zone B se trouvait menacée d'étouffement. Et ce n'est qu'alors, dans la deuxième moitié de 1949, que le gouvernement yougoslave, accordant à cette zone un emprunt de 500 millions de dinars et, plus tard, le bénéfice d'une union douanière, enraya l'aggravation continue de sa situation.

Ces mesures désappointèrent tous ceux qui en Italie espéraient qu'un fiasco économique en zone B susciterait un mouvement irrédentiste et jetterait le discrédit sur l'administration yougoslave. La désillusion fit place à une hostilité ouverte lorsqu'on procéda, le 16 avril de cette année, aux élections des organes locaux du pouvoir. Tous les calculs fondés sur l'irrédentisme s'avèrent erronés.

Dans ces circonstances, l'activité de la diplomatie italienne se raviva. La situation, en regard de 1946, changeait grandement tant dans le monde que dans le Territoire libre de Trieste. Par les actes du seul gouvernement italien, le Territoire libre de Trieste se trouva divisé en deux parties distinctes. Les mesures prises de part et d'autre devinrent des faits historiques

Le gouvernement italien et le comte Sforza tentèrent à nouveau de réaliser leurs prétentions sur le Territoire libre de Trieste tout entier, par une action diplomatique et en s'efforçant d'émouvoir l'opinion mondiale. Comme aux jours qui précédèrent, après la Première guerre mondiale, le traité de Rappallo (par lequel, sous la pression des grandes puissances, la Yougoslavie renonça à la ville de Riyéka que le traité de paix lui avait attribuée et que d'Annunzio rattacha de force à l'Italie), tentative fut faite, par le moyen de la pression et par une campagne anti-yougoslave, en vue d'obliger la Yougoslavie à céder.

Au cours de cette campagne, le comte Sforza n'a jamais manqué l'occasion de mentionner l'URSS, directement et indirectement, en sorte qu'il peut se vanter d'avoir rendu un service douteux à la cause de la coopération internationale en incitant le gouvernement soviétique à publier une note qui tend à entraver l'accord entre la Yougoslavie et l'Italie<sup>1</sup>).

Dans son discours du 26 mai, au Sénat, le Comte Sforza fait de nouveau des allusions à la «situation internationale de la Yougoslavie», et de nouveau, comme à Milan, le 8 avril 1950, il essaye d'intimider la Yougoslavie en accumulant les pressions à l'aide des puissances occidentales et de l'URSS. Dans de telles circonstances, ces déclarations simultanées concernant le désir d'un accord bilatéral, ne sont pas accueillies à Belgrade comme le reflet sincère des aspirations du gouvernement italien. Pourrait-on s'attendre à ce que quiconque en Yougoslavie prête foi à ces appels à des pourparlers sur un pied d'égalité quand on y cite en exemple le néfaste Rapallo? Comment la Yougoslavie pourrait-elle considérer comme bien intentionnée l'offre du Comte Sforza quand, dans le même discours, il invite ouvertement les gouvernements des puissances occidentales à faire pression sur le gouvernement yougoslave?

Cependant, en dépit de tout cela, tandis qu'à Rome le thermomètre politique est presque

constamment fixé aux environs du point d'ébullition, à Belgrade la température est normale malgré les vagues d'une chaleur inhabituelle au mois de mai. Tandis que le gouvernement italien a besoin de bruit et d'effervescence, car il compte exclusivement sur la pression extérieure pour obtenir de la Yougoslavie la satisfaction de ses prétentions, il est évident que cela n'est pas nécessaire au gouvernement yougoslave qui fonde son attitude sur des faits.

La question logique qui se pose donc en l'occurrence est de savoir quand il sera possible de régler la question du Territoire libre de Trieste. Il ne peut y avoir à cette question qu'une seule réponse. C'est: quand Rome aura compris que Rapallo ne peut plus être renouvelé et que l'on peut parler avec Belgrade uniquement sur la base d'un examen raisonnable des faits, sans appeler à l'aide de quelconques fantômes qui apparaissent sous forme de déclaration tripartite ou de note moscovite. On peut en venir là plus tôt ou plus tard, selon que l'effervescence artificiellement entretenue à Rome s'apaisera ou s'intensifiera.



Dessin de Pivo KARAMATIYEVITCH

<sup>1</sup>) Le gouvernement de l'URSS a remis, le 21 avril 1940, aux gouvernements des USA, de la Grande Bretagne et de la France, une note demandant l'exécution du traité de paix, c'est-à-dire la nomination du Gouverneur du Territoire libre de Trieste.

**„REVUE DE LA POLITIQUE MONDIALE“**

ADMINISTRATION

Belgrade, Terazije 31, Yougoslavie

Compte Chèques Postaux

Banque Nationale FNRJ

Filiale pour la R.P. de Serbie, 103-906033

Nous avons l'honneur de vous envoyer le premier numéro de la nouvelle revue politique pour les questions internationales

**„REVUE DE LA POLITIQUE MONDIALE“**

qui paraîtra deux fois par mois dans l'édition de l'Association des journalistes yougoslaves.

Le prix de l'abonnement annuel est de 800 fr. français ou 16 sh. ou \$ 3 payables à votre Banque Nationale.

L'ADMINISTRATION

# RÉTABLISSEMENT DU CONTACT DIPLOMATIQUE ENTRE BELGRADE ET ATHÈNES

par OBSERVATOR

La déclaration faite au Parlement d'Athènes par Mr. Nicolas Plastiras, prétendant que la question de la minorité macédonienne en Grèce n'existe pas, rendra sans nul doute plus difficile la solution de cette question qui existe de par la simple logique des faits, car la minorité macédonienne existe en Grèce. D'ailleurs, les représentants de tous les régimes, même des plus extrémistes, qui ont acquis une gloire douteuse au cours de la guerre civile en Grèce, reconnaissent l'existence de cette minorité. S'ils parlaient de Slavophones au lieu d'employer le mot Macédoniens (comme s'appellent eux-mêmes les membres de cette minorité) cela, bien entendu, ne change rien au fait de l'existence des Macédoniens, mais suffit à démonter le chauvinisme de certains Grecs.

Cependant, cette déclaration de Mr. Nicolas Plastiras jette en même temps un peu plus de lumière sur l'évolution des rapports entre la Yougoslavie et la Grèce, depuis les élections grecques, jusqu'à ce jour. Elle démontre tout le bien-fondé de l'attitude du Gouvernement Yougoslave que le ministre des Affaires étrangères Edouard Kardelj a exposée devant la Commission des Affaires Etrangères du Parlement Yougoslave, parlant de la «normalisation des rapports diplomatiques avec la Grèce» et soulignant que plusieurs questions restent encore en suspens dans la voie de cette normalisation.

Ces deux déclarations devraient pour le moins amener sur le terrain des réalités divers commentateurs de «l'Ouest» et de «l'Est», qui ont laissé libre cours à leur fantaisie dans leurs écrits sur les rapports entre ces deux pays balkaniques. Ces commentateurs (à la différence des exemples, malheureusement trop rares, d'échos compréhensifs dans la presse) sont allés si loin dans leurs combinaisons et leurs conjectures qu'ils ont même annoncé la création d'un Axe et d'un Triangle dans lesquels la Yougoslavie devrait jouer le rôle de pivot ou d'angle.

La chose est cependant bien plus simple et n'a rien du mystère, si on la considère à la lumière des faits qui ont été rendus accessibles à l'opinion publique et qui suffisent à donner une idée réelle des circonstances qui sont à l'arrière-plan du rétablissement des contacts entre Belgrade et Athènes.

Après le destin tragique qui a frappé l'armée démocratique grecque à la suite de la

«suppression» de son fondateur et commandant en chef, le général Markos, la situation politique en Grèce s'est considérablement modifiée. Les Agents du Cominform et du Service de Renseignements soviétique qui ont fait disparaître le leader révolutionnaire dont l'esprit indépendant et conséquent ne faisait pas leur jeu, ne désiraient et ne pouvaient continuer l'oeuvre commencée par Markos. Les dissensions intérieures et les «liquidations», de même que l'ingérence dans les affaires intérieures du camp démocratique en Grèce, préparèrent le terrain à la défaite militaire qui fut consommée l'été dernier. (A cette occasion, plusieurs centaines de combattants de l'Armée démocratique grecque sauvèrent leur vie en cherchant asile en Yougoslavie).

Le régime de Mr. Tsaldaris, appuyé par les pouvoirs effectifs et les facteurs extra-parlementaires espérait tirer avantage de la démoralisation et de la désorientation des partisans de la démocratie en Grèce. Mr. Tsaldaris pensait que le temps était venu d'une victoire électorale facile et de la consolidation de son régime qui avait contre lui des milieux bien plus larges en Grèce que ceux des partisans de la lutte révolutionnaire à la tête de laquelle se trouvait le général Markos.

Cependant, les élections ont démontré que les tendances démocratiques en Grèce sont tellement fortes que même au moment le plus difficile, en pleine période de troubles et de représailles, la majorité des votans n'a pas cédé à la terreur et n'a pu être contrainte à créer une majorité parlementaire au régime abhorré des populistes.

Par la formation du gouvernement de coalition de Mr. Nicolas Plastiras ont été créées les conditions premières pour la normalisation de la vie publique en Grèce. A Athènes est arrivé au pouvoir un gouvernement qui, dans les conditions données, constituait la meilleure solution possible. En même temps étaient créées les préconditions d'une politique extérieure qui devait rendre possible l'établissement de rapports diplomatiques normaux, ainsi que la solution graduelle des questions pendantes entre la Grèce et ses voisins au Nord.

Sans s'ingérer nullement dans les affaires intérieures de la Grèce, l'Gouvernement Yougoslave a pris acte de ces changements et a

accepté la proposition de Mr. Plastiras en vue d'établir un contact diplomatique normal. C'est ainsi qu'il a été procédé à l'échange des ministres plénipotentiaires et aux préparatifs, par l'intermédiaire de commissions techniques mixtes, en vue de la réouverture du trafic ferroviaire et postal, des services télégraphique et téléphonique entre les deux pays, ainsi que du rétablissement du trafic dans la zone libre Yougoslave à Salonique<sup>1)</sup>.

Sans nul doute, l'établissement d'un contact normal facilitera également, la solution du problème des enfants grecs dans l'esprit de la résolution adoptée à l'Assemblée Générale des Nations-Unies, qui prévoit le retour des enfants aux parents, sur leur demande et en quelque endroit qu'ils se trouvent. La bonne volonté dont les pouvoirs yougoslaves étaient animés dans ce sens ne pouvait jusqu'ici que difficilement aboutir à un résultat concret, car tout contact direct avec la Grèce était pratiquement impossible.

En ce qui concerne les relations politiques gréco-yougoslaves, c'était faire preuve de grande naïveté que de penser que l'établissement d'un contact suffirait à créer les conditions premières de rapports politiques étroits. Quel bonheur ce serait si les rapports internationaux étaient tels qu'on puisse considérer

comme pays amis tous les pays qui entretiennent des rapports diplomatiques normaux!

Cependant, les commentaires fantastiques relatifs à l'Axe Belgrade—Athènes ne sont pas le fruit de la naïveté. Ils découlent, au contraire, de calculs de tout autre nature. Les stratèges du Cominform, qui siègent au Kremlin, nourrissent à cet égard des desseins tout particuliers. Lorsqu'ils ont décrété le blocus économique et politique de la Yougoslavie, ils n'ont pas pu ne pas s'apercevoir qu'il resterait à la Yougoslavie, sur de grandes longueurs, d'importantes frontières qu'ils ne seraient pas en mesure de bloquer directement. La frontière grecque est l'une de ces frontières. Il était par conséquent important pour eux d'entraver par tous les moyens possibles la normalisation de la situation à cette frontière, ou bien, par un tapage fantastique, de faire obstacle au gouvernement yougoslave dans la normalisation des rapports sur le plan politique.

Que ces pêcheurs en eau trouble cominformistes aient rencontré un appui dans la presse sensationnelle et anti-yougoslave à l'Occident, à laquelle se sont laissé prendre quelques journaux sérieux, cela n'est ni la première ni la dernière fois, mais il est difficile de supposer qu'en cette occurrence, le succès dépassera celui qu'ils ont remporté par le passé.

## Une tentative de dissimulation de la question nationale non résolue en Tchécoslovaquie

par Bogdan PECHITCH

Au Congrès du PC slovaque, Siroky, vice-président du Gouvernement et membre du Politbureau du PC slovaque, a soumis à une violente critique les dirigeants du PC slovaque Husák, Novomestsky et Clementis.

Siroky et les autres orateurs au Congrès se sont bornés à constater le «nationalisme bourgeois» des accusés. Ils se sont bien gardés d'entrer, même superficiellement, dans l'analyse des manifestations de «nationalisme bourgeois» qui surgissent dans le Parti slovaque et sa direction. Néanmoins, à juger d'après tout ce qui en a été dit au Congrès, il est manifeste que c'est un problème qui inquiète sérieusement les dirigeants du PC slovaque. Par ailleurs, toutes les discussions du Congrès éclairent le

fond du problème posé: la question nationale non résolue en Tchécoslovaquie.

Siroky a souligné que «la réaction bourgeoise rassemble ses forces», qu'elle s'apprête «à entraver le développement continu de la révolution populaire-démocratique», que le Parti communiste slovaque et le Parti démocrate se sont trouvés dans la même ligne d'opposition au Parti communiste de Tchécoslovaquie, etc. Et, comme dit Siroky, pendant que le «mouvement populaire-démocratique s'affermissait de jour en jour en Bohême et que l'influence du PC tchèque y croissait, en Slovaquie survenait une stagnation dans le camp progressiste» et «les éléments chauvinistes et hlinkistes déployaient librement leur activité au sein et en dehors du Parti».

Si l'on considère la position des Slovaques et de la Slovaquie dans la Tchécoslovaquie d'avant-guerre et dans celle d'après guerre, on pourra facilement découvrir les causes de ce que Siroky nomme «le nationalisme bourgeois».

<sup>1)</sup> Cette zone fut mise à la disposition de la Yougoslavie aux termes de la convention de 1923 qui depuis lors n'a jamais cessée d'être en vigueur, bien que de 1941 à 1950 la Yougoslavie n'ait pas utilisé ce port.

7 juin 1950

15

»La Tchécoslovaquie est l'Etat commun de deux nations slaves égales en droits, les Tchèques et les Slovaques« — proclame la nouvelle Constitution tchécoslovaque (art. 2). Cependant, ces deux nations »égales en droits« n'ont pas une égale position. Il aurait fallu que la Constitution, ayant proclamé l'égalité en droits, précise un peu mieux cette égalité et la garantisse. Cependant, la Constitution n'a pas prévu une communauté étatique dans laquelle l'égalité en droits de ces nations s'exprimerait véritablement. Au lieu d'une fédération, d'une confédération ou d'un Etat dualiste, au sein desquels le peuple slovaque eût obtenu son autonomie et se fût assuré contre les tendances pan-tchèques qui menaçaient auparavant l'égalité en droits du peuple de Slovaquie, les Slovaques se sont vu conférer par la Constitution une autonomie (qui n'est même pas expressément mentionnée dans la dite Constitution) qui leur permet uniquement d'élire cent députés au Conseil national slovaque. Par ailleurs, ce Conseil a des prérogatives tellement restreintes qu'il ne peut même pas désigner lui-même dans ses rangs ses représentants au Conseil des délégués, ce dont se charge le Gouvernement tchécoslovaque qui peut désigner et révoquer ces délégués sans aucune consultation avec le Conseil national slovaque.

Le Président du Gouvernement tchécoslovaque (non pas de la République) peut: convoquer, ajourner et dissoudre le Conseil national slovaque, rejeter les lois élaborées et votées par le Conseil national slovaque, adopter ou rejeter l'interprétation des lois émise par le Conseil des Commissaires ou par le Conseil national. Le Conseil des Commissaires ne répond de ses actes qu'au Gouvernement; il est tenu de se conformer aux instructions et d'obéir aux ordres des ministres gouvernementaux. Le Conseil slovaque n'a même pas le droit de nommer les professeurs des écoles supérieures, les magistrats et les hauts fonctionnaires en Slovaquie, cela entre dans la compétence du Président de la République. C'est ainsi que se présente, aux termes de la Constitution, »l'autonomie« slovaque.

Bien que la Constitution reconnaisse que les Tchèques et les Slovaques constituent des nations distinctes, leur position respective est pour le moins étrange. Il est avant tout apparent que la nation tchèque ne possède pas de Conseil national ou tout autre sorte de représentation, bien que la Constitution reconnaisse, comme pour la Slovaquie, qu'elle constitue une nation à part. On pourrait donc en tirer la conclusion erronée que les Slovaques sont mieux traités par la loi constitutionnelle que les Tchèques. En fait, ce n'est qu'hypocrisie et façon cynique de tourner en dérision la question nationale

slovaque. La Constitution n'a prévu nulle autonomie pour les Tchèques, car les tenants des aspirations pan-tchèques sont satisfaits de leur situation d'inégalité en droits qui leur garantit une position dominante dans la République et leur permet d'influer sur les affaires intérieures de la Slovaquie; ils peuvent exercer sur elle leur contrôle par l'intermédiaire de leur Gouvernement dont relève le Conseil national slovaque et le Conseil des Commissaires, lequel est nommé et révoqué exclusivement par le Gouvernement tchécoslovaque.

Il ne peut donc être nullement question d'une égalité de droits et d'une autonomie quelconques de la Slovaquie.

La dénonciation et l'explication des manifestations de »nationalisme bourgeois«, telle que l'ont faite Siroky et les autres orateurs au Congrès du Parti slovaque, indique que le mécontentement suscité par le non-règlement de la question nationale en Tchécoslovaquie ne pouvait plus se dissimuler. En attaquant Husák, Novomestsky et Clémentis, les cominformistes tchécoslovaques se sont efforcés de présenter les choses comme s'il ne s'agissait que de trois dirigeants slovaques coupables d'avoir semé dans le Parti et l'appareil d'Etat le virus du nationalisme bourgeois et d'avoir lié partie avec les éléments chauvnistes et ultra-nationalistes en Slovaquie.

Il est indubitable que la réaction slovaque oppose résistance à la »révolution populaire-démocratique qui évolue vers le socialisme« (comme dit Siroky) et que, ce faisant, elle profite du mécontentement soulevé dans les masses populaires par le non-règlement de la question nationale dans la République tchécoslovaque. Mais, d'autre part, il y a aussi le mécontentement des communistes, de la classe ouvrière, des hommes progressistes, des patriotes sincères, qui voient d'un oeil critique la position faite à la Slovaquie dans la République, et à la République dans le système des pays de l'Est européen, à la tête desquels se tient l'URSS, dont les dirigeants sont les inaugurateurs de pareils rapports entre peuples, Etats et partis.

De ces deux manifestations parallèles — la tentative des éléments ultra-nationalistes d'utiliser le ressentiment des masses et l'opposition faite par les forces progressistes à une telle solution de la question nationale — les cominformistes s'efforcent de pétrir une pâte sur laquelle ils pensent coller l'étiquette du »nationalisme bourgeois« afin de pouvoir ainsi plus facilement vider leur compte (nous ne parlons pas de Husák, Clémentis et Novomestsky dont l'attitude à l'égard de ces deux manifestations ne nous est pas connue) à tous ceux qui s'opposent à une telle »solution« de la question nationale en Tchécoslovaquie et à une telle position de la Tchécoslovaquie vis-à-vis de l'URSS.

# LE PROBLEME DE LA REPRESENTATION CHINOISE A L'ONU

*(Câblogramme de notre correspondant spécial à New York)*

Il y aura bientôt cinq mois que les Etats-Unis votèrent pour la première fois au Conseil de Sécurité contre l'exclusion du délégué du Kuomintang et que l'URSS quitta le Conseil et inaugura le boycott de tous les organismes des Nations-Unies qui ont siégé depuis le 31 janvier jusqu'aujourd'hui. Le cours des événements a montré que le boycott soviétique n'a non seulement pas contribué au règlement de la question de la représentation chinoise aux Nations-Unies, mais a, au contraire, compliqué ce règlement.

Lorsque, le 12 janvier dernier le délégué soviétique au Conseil de Sécurité menaça de quitter le Conseil si la proposition de résolution soviétique n'était adoptée, il devint clair que l'Union Soviétique voulait obtenir de la sorte que la question chinoise soit posée et traitée comme une revendication de l'URSS et que la présence éventuelle d'un représentant de la Chine nouvelle à l'ONU prenne l'aspect d'une grande victoire diplomatique soviétique, qu'elle soit attribuée au seul mérite de l'URSS. Or, il est parfaitement clair aujourd'hui que ce geste soviétique était calculé en vue d'isoler la Chine démocratique. Cela, aucune des phrases sonores sur la «solidarité» avec le peuple chinois n'a pu le dissimuler, d'autant plus qu'on sait que la solidarité a manqué alors qu'elle était la plus nécessaire au mouvement démocratique chinois.

Quant aux Etats qui continuent de s'opposer à l'admission des représentants du peuple chinois aux Nations Unies, les Etats-Unis en premier lieu, ils violent brutalement les principaux fondements des Nations-Unies, et tout d'abord le principe de l'universalité de cette Organisation. Peut-on même parler de respect du principe de l'universalité des Nations Unies tant que la plus grande nation membre, un cinquième de l'humanité, qui est spécialement mentionnée dans la Charte des Nations Unies comme membre permanent au Conseil de Sécurité, n'a point de représentant aux Nations Unies! Une pareille attitude provient de ce que les milieux réactionnaires se refusent obstinément à reconnaître le fait historique de la victoire du peuple chinois. Mais, comme il est évident aujourd'hui que la cause du Kuomintang est perdue et que le gouvernement de la République populaire chinoise représente actuellement la Chine, il leur est très difficile, il est malaisé pour eux de heurter de front le peuple chinois. Les derniers

événements en relation avec ce qu'on appelle la campagne de Mac Carthy ont montré que la défense publique du Kuomintang et l'excitation ouverte contre la Chine populaire ne rencontrent plus aucun appui ni auprès du peuple américain ni auprès des autres peuples du monde. C'est pourquoi tous ceux qui s'opposent à la représentation du peuple chinois ne veulent point que cette question soit posée sous sa forme directe, ou plutôt ils ne veulent point qu'on pose la question de savoir qui a le droit de représenter le peuple chinois à l'ONU, mais que cette question ne soit pas séparée de l'ensemble de celles relatives aux relations américano-soviétiques.

La réponse faite par les représentants des Etats-Unis à la demande soviétique d'exclusion du délégué du Kuomintang est très caractéristique. Les représentants américains ont répondu que les représentants de la Chine nouvelle ne seraient pas admis à l'ONU au moment où l'URSS le demanderait. Dans les éditoriaux des grands journaux américains, il a été souligné à ce propos que les Etats-Unis n'obtempéreront point à l'ultimatum du Gouvernement soviétique.

Mais, quelles que soient les justifications dont ils l'entourent, le fait n'en reste pas moins incontestable que les milieux réactionnaires sont opposés à la reconnaissance de la volonté souveraine du peuple chinois. Combien ils répugnent à traiter la question du représentant de la Chine en pleine lumière, c'est ce que montre leur manière d'agir au sein de presque tous les organismes des Nations-Unies, qui ont siégé depuis le 13 janvier jusqu'aujourd'hui. En effet, les Américains se sont élevés contre la mise aux voix de la proposition de résolution visant à l'exclusion du délégué du Koumintang, affirmant que les différents organismes des Nations Unies ne sont pas compétents pour le règlement de la question de la représentation chinoise. C'est ainsi qu'ils ont étudié la réponse à cette question simple et nette: reconnaître ou non les droits légitimes du peuple chinois. Ce faisant, ils veulent ignorer le droit légitime du peuple chinois à l'exclusion du délégué du Kuomintang, qui n'a pas été désigné par le peuple chinois; ils traitent cette question comme une revendication exclusivement soviétique, et essayent de la présenter comme telle à l'opinion publique.

Si les grandes Puissances respectaient la Charte des Nations Unies, la question de la

représentation chinoise à l'ONU ne devrait avoir absolument aucun rapport avec les relations soviéto-américaines. Indépendamment de la manière dont les Etats-Unis et l'URSS traitent aujourd'hui cette question, le fait n'en demeure pas moins incontestable qu'il convient de rechercher son règlement non en fonction des relations soviéto-américaines, mais bien en

fonction des droits légitimes et de la volonté souveraine du peuple chinois.

Si tous les membres du Conseil de Sécurité et des Nations Unies respectaient la volonté du peuple chinois, ce dont la Charte des Nations Unies leur en fait une obligation, ce peuple aurait déjà ses représentants aux Nations Unies.

Yojé SMOLÉ

#### A TRAVERS LE BROUILLARD DE LA PROPAGANDE

## QUI EST LE FONDATEUR DU PARTI BOLCHEVIK ?

Les publicistes soviétiques ont fait une nouvelle et importante découverte. Dans l'article de F. V. Konstantinov: «Sur les forces promotrices du développement socialiste», qui été publié dans le numéro trois de la revue «Voprossi filozofije» pour 1949, il est dit textuellement que Staline est «le guide et le fondateur du parti communiste». Cette idée est reprise et développé par Pospjelov dans son article: «L'histoire du parti communiste (bolchévik) de l'URSS, — marxisme-léninisme en action» (Le «Bolchévik», numero 17 de l'année 1949).

Or, voici ce qui est écrit dans l'histoire officielle du parti communiste (bolchévik) de l'URSS, qui a été rédigée par Staline: «Pour créer un parti politique unitaire du prolétariat, il était nécessaire avant tout de briser les «économistes». C'est Lénine qui a assumé l'exécution de ces tâches et celle de l'édification du parti unique de la classe ouvrière....» «La victoire des principes léninistes et la lutte victorieuse de l'«Iskra» pour un plan d'organisation léniniste ont

préparé tout ce qui était nécessaire pour former un parti ou, comme on le disait alors, pour former un parti véritable...» «Le parti social-démocrate ouvrier russe fut fondé

tique» (Biographie abrégée de Staline, Moscou, 1947).

Staline n'assista pas aux premier et second congrès du parti social-démocrate ouvrier russe, qui furent des congrès constitutifs, il ne connaissait même pas Lénine personnellement à cette époque. Dans la préface du tome premier de ses «Oeuvres complètes», Staline, parlant de lui-même, dit qu'il n'était en 1906 qu'un «praticien bolchévik», qui ne disposait point de la préparation théorique nécessaire.

Que signifie cette «nouvelle version» de «l'Histoire du parti bolchévik»?

(N. P.)



Z. DJOUMHOUR

au deuxième congrès de 1903....» (Précis de l'histoire du parti communiste (bolchévik) de l'URSS, O-giz, 1945)

Et voici ce que Staline lui-même a écrit sur Lénine, fondateur du parti (bolchévik): «Il n'était pas alors, à mes yeux, un simple chef de parti, il était son fondateur pra-

Et voici ce que Staline lui-même a écrit sur Lénine, fondateur du parti (bolchévik): «Il n'était pas alors, à mes yeux, un simple chef de parti, il était son fondateur pra-

La revue soviétique «Znamja» a profité du cent cinquantième anniversaire de la naissance de Pouchkine pour continuer à développer la «théorie de la priorité», non pas cette fois sur le plan des inventions et découvertes techniques (les Russes ont, les premiers, inventé l'avion, le tracteur, la radio etc...) mais bien sur le plan littéraire. Il s'agissait de démontrer à tout prix que le réalisme en littérature fit tout d'abord son apparition en Russie; en d'autres termes, que le réalisme de Pouchkine est antérieur à celui de Balzac.

«C'est au poète russe qu'appartient la priorité dans la création des oeuvres réalistes, qui ont inauguré une ère nouvelle en littérature. Ce n'est que dix ans plus tard que le romancier français Balzac, contemporain de Pouchkine, commença à écrire ses ouvrages réalistes» — V. Novikov («Znamja» 1949 No 6, page 154).

«A l'époque où la littérature européenne occidentale n'était pas capable de créer, même en prose, un roman réaliste qui dépeindrait largement la vie sociale, Pouchkine sut écrire ce roman en vers magnifiques» (Id. 155—156).

Pour s'attribuer «la priorité russe dans la création d'ouvrages littéraires réalistes dix ans avant les autres», l'on dénature, en la circonstance, les faits suivants: Pouchkine termina son «Eugene Onéguine» en 1830, l'année même où Balzac imprimait son «Gobseck», soit un an avant «la Peau de Chagrin» et le roman de Stendhal «Le Rouge et le Noir».

(M. B.)

L'«Unità», l'organe du parti communiste d'Italie a donné dans son numéro du 21 mai sa contribution à la lutte pour la paix, en faveur de laquelle il milite journellement dans ses colonnes. Dans ce numéro est reproduite l'interview donnée par le général italien Battisti, rentré de l'Union Soviétique où il était en captivité. Ce général, dit «Unità», a déclaré: «J'ai l'impression, vu la puissance et la préparation militaire de la Russie, que, si elle venait à être attaquée, dans l'état de choses actuel, elle prendrait l'offensive qui lui permettrait d'occuper toute l'Europe en deux semaines.»

Si on le dépouille de ses ornements, tels que «j'ai l'impression», «si elle venait à être attaquée», etc., cet avertissement, que l'«Unità» adresse à l'Europe par la bouche de ce général, se réduit à ceci: «La Russie peut maîtriser l'Europe en deux semaines.»

Cet avertissement a-t-il pour but d'écarter l'agression contre l'URSS, ou bien autre chose? En tout cas, ces façons d'activer la psychose de guerre et de répandre la crainte de la puissance militaire d'un pays, ne constituent que — cette autre chose.

Dans la revue «Literaturnaja gazeta» Constantin Simonov a posé une question à John Priestley. L'écrivain russe demande: «Priestley est-il prêt à combattre pour la paix et, par conséquent, à apposer sa signature au bas du Manifeste lancé par le Comité Permanent des

Partisans de la Paix, ou bien serait-ce qu'il ne désire pas le faire?

Les deux mots «par conséquent» jettent suffisamment de lumière sur la politique équivoque de «la lutte pour la paix». Ils signifient: celui qui est pour la paix est tenu de signer le Manifeste dans lequel la lutte contre la guerre est limitée à la lutte contre une arme; celui qui estime que le fait de concentrer toute l'attention de l'humanité pacifiste uniquement sur le danger d'une arme sert au fond la politique extérieure d'une grande puissance, de l'Union Soviétique, précisément la grande puissance qui est responsable d'avoir créé des possibilités de guerre même entre pays socialistes; celui qui considère que la plate-forme sur laquelle s'échafaude l'actuelle «action pour la paix» détourne l'attention de l'humanité du principal danger qui menace la paix, et ce danger c'est: la tendance des plus forts à s'asservir les faibles, — celui, donc, qui estime qu'il est nécessaire de mener la lutte non contre une arme, mais bien contre les causes de guerres dans le monde — celui-là nous le déclarerons fomentateur de guerre.

Constantin Simonov préconise la concentration de l'action pour la Paix sur la collecte de signatures contre la bombe atomique. Ce n'est pas la lutte contre les tendances des Grands Etats à dominer les petits qui l'intéresse. Par conséquent, (pour employer ses termes), nous savons en faveur de quoi milite Constantin Simonov.

Les «Izvestia», de même, sont moins intéressés par les causes de guerres que par l'action contre la bombe atomique. Il est vrai que les «Izvestia» parlent de cette dernière action, mais comme de la première étape d'une action encore plus large. «Le referendum populaire général pour la paix», écrit ce journal dans son numéro du 19 mai, doit être le point de départ d'un élargissement à la base et de la mise sur pied d'un plan nouveau et encore plus vaste de mouvement international des partisans de la paix.

Pourquoi ces précautions? Pourquoi ne pas «élargir la base» im-

médiament et dire: Nous sommes contre la bombe atomique, mais nous sommes également contre toute carnage, contre toute agression, contre toute guerre qu'un Etat entreprendrait pour enlever sa liberté au peuple d'un autre Etat. Celui qui fera usage le premier de la bombe atomique, nous le considérerons comme un criminel de guerre, mais nous considérerons également comme criminel de guerre celui qui fera verser le sang afin d'étendre ou de maintenir son pouvoir sur les autres, celui qui se livrera à une agression, celui qui organisera et exercera le blocus économique afin d'affamer un peuple, celui qui essaiera, par les armes, de retirer la liberté à un autre.

Voilà la plate-forme qui pourrait rallier toute l'humanité éprise de paix. Mais, une telle plate-forme, les «Izvestia» ne la proposeront jamais.

L'«Oesterreichische Zeitung», organe de l'armée d'occupation soviétique en Autriche, a informé ses lecteurs de la dernière affaire d'espionnage sensationnelle, à laquelle la police de Prague a donné une grande publicité. On a choisi comme le plus récent espion de la série le journaliste yougoslave Radoslav Bajagić, correspondant de l'Agence télégraphique yougoslave «Tanjug». C'est son ex-dactylo Marija Franks qui aurait, selon la police de Prague, divulgué son activité subversive. Cette femme aurait, toujours selon l'«Oesterreichische Zeitung», «démonstré, avec preuves à l'appui, que le correspondant de l'Agence «Tanjug» à Prague se trouvait en liaison avec les services de presse américain et britannique, et qu'il se serait livré à activité d'espionnage».

La déclaration de Marija Franks, où le journal de l'armée soviétique d'occupation a trouvé ces révélations sensationnelles, a été publiée par l'Agence télégraphique officielle tchécoslovaque «CTK» et par l'Agence de presse londonienne «Telepress», qui s'est spécialisée dans le placement des points de vue cominformistes. Cette déclaration est vraiment amusante à lire. Mais ce

7 juin 1950

## REVUE DE LA POLITIQUE MONDIALE

19

qui en elle est le plus amusant, c'est que toutes les «preuves à l'appui» sur l'exercice d'une activité d'espionnage» se trouvent contenues, en tout et pour tout, dans une seule phase. Cette phrase, la voici: «Il m'a dit que »Tanjug« coopérait étroitement avec les milieux de presse américain et britannique à Prague.»

Donc, la preuve irréfutable, c'est ce qu'un témoin affirme que l'inculpé lui aurait dit en tête-à-tête, C'est pour des juristes, un rare exemple de logique juridique.

**Radio-Moscou**, qui s'occupe, lui aussi, de cette nouvelle «affaire d'espionnage», va encore plus loin dans ses conclusions logiques. La phase citée plus haut de Marija Franks: «Il (Bajagić) m'a dit que »Tanjug« coopérait étroitement avec les milieux de presse américain et britannique à Prague» suffit à Radio-Moscou pour lui permettre de conclure logiquement (dans son émission du 17 mai) que la déclaration de Mirija Franks »dénonce Tito et sa clique comme les pires traîtres au peuple yougoslave, comme les agents stipendiés des fomentateurs de guerre anglo-américains!»

Voilà, non seulement pour des juristes, mais pour tous les hommes qui pensent logiquement, un rare exemple de logique.

**De »Drapeau Rouge«**, organe du parti communiste de Belgique, ne le cède en rien dans ses conclusions logiques à la presse et à la radio soviétiques, qui lui servent de modèles. Il fonde ses conclusions sur des prémisses tout aussi fortes. Voici un exemple des syllogismes du »Drapeau Rouge«, qu'on trouve dans le numéro du 8 mai de ce journal (nous n'entrons point dans l'examen de la véracité des prémisses, seules nous intéressent leur valeur et la puissance de déduction des communistes belges). Première prémisses: Irwing Brown est un briseur du prolétariat international. Deuxième prémisses: Irwing Brown

a déclaré à un journaliste français: »Nous sommes prêts à soutenir Tito«. Conclusion: Tito est passé dans le camp des impérialistes. Tout à fait clair:  $2 + 3 = 7$ .

**L'»Humanité«**, organe du parti communiste français, engage, dans son numéro du 18 mai, une polémique avec ceux qui parlent de concentration de troupes soviétiques et, plus généralement, de la présence de troupes soviétiques dans les pays d'une partie de l'Europe. »Il n'y a plus de troupes soviétiques en Europe Centrale«, déclare l'»Humanité«, qui mentionne la Bulgarie et la Tchécoslovaquie et ajoute: »En Pologne, l'évacuation a commencé dès le mois de juillet 1945«.

L'»Humanité« ne dit pas quand cette évacuation a été terminée. Et elle ne dit pas non plus si elle compte parmi les généraux et les militaires.

**Radio-Prague et Radio-Budapest** s'occupent du danger que représente pour la paix mondiale l'aviation yougoslave. Radio-Prague voit une preuve des intentions belli-

queuses de cette aviation dans le discours prononcé par le Maréchal Tito à l'occasion de la Journée de l'Aviation. Dans son émission en langue grecque, en date du 23 mai dernier, cette station attire l'attention des voisins de la Yougoslavie sur ce fait que le Maréchal Tito a »invité les aviateurs yougoslaves à se tenir prêts«. De preuves plus probantes des intentions belliqueuses de la Yougoslavie, Radio-Prague n'en a pas besoin, — car c'est, probablement, le devoir des aviateurs dans les pays socialistes et pacifistes de n'être pas prêts. Radio-Budapest découvre un autre symptôme encore plus grave des mauvaises intentions yougoslaves. Dans cette aviation, dit Radio-Budapest dans son émission du 22 mai, »il existe des cartothèques spéciales où chaque pilote a sa fiche«. Encore une preuve convaincante! Pourquoi des listes et des cartothèques, et surtout celles où figurent tous les pilotes, à un pays pacifiste? Une statistique exacte des cadres de l'Armée est une preuve indubitable que le pays qui la possède appartient au camp des fomentateurs de guerre. ¶



Dessin de Pivo KARAMATIYEVITCH

# L'UNION SOVIETIQUE ET LE MOUVEMENT PROGRESISTE EN ALEMAGNE

par Wolfgang LEONHARD

Lorsque, il y a cinq ans, les troupes soviétiques occupèrent environ un tiers de l'Allemagne, leur entrée fut applaudie par tous les milieux antifascistes et progressistes dans l'espoir que la présence même de ces troupes serait une garantie du développement sans entraves et du libre essor du Mouvement démocratique et socialiste du pays.

Ces espoirs de la population antifasciste allemande, se sont-ils réalisés?

Il est incontestable qu'au cours de ces dernières années d'importantes réformes sociales ont été réalisées en Allemagne orientale: la terre a été enlevée aux grands propriétaires fonciers, les industries-clés ont été nationalisées, le système scolaire et l'enseignement ont été réformés et une série de mesures extraordinaires ont été prises dans le domaine de la législation sociale.

## Tendances négatives dans la Zone Orientale

A l'encontre de toutes ces mesures prises, dans la Zone Orientale se dresse, toutefois, toute une série de tendances négatives, qui furent cause de l'insuccès des efforts faits pour gagner au développement socialiste et démocratique la majorité de la population. Il est évident que l'attitude négative de la population allemande à l'égard du développement politique dans la Zone Orientale, loin de faiblir, grandit constamment. C'est ainsi, par exemple, qu'il n'y avait, au referendum de juin 1946, que 22% de voix qui aient voté contre l'expropriation des biens des industriels nazis, tandis qu'à celui de mai 1949, qui se tenait au sujet de l'unité de l'Allemagne, le nombre de voix ayant voté contre cette unité s'est porté à 34%. Ce fait fut cause de l'ajournement des élections qui, suivant la Constitution, auraient dû avoir lieu en 1949, les remettant à toute une année, en dépit de l'enfreinte évidente de la Constitution que cet ajournement représentait.

L'attitude négative d'une grande partie de la population à l'égard du développement politique dans la zone d'occupation soviétique n'est, généralement, pas dirigée contre les réformes démocratiques, il faut plutôt la considérer comme une protestation contre l'assujétissement de plus en plus grand au pouvoir de l'occupant et contre la russification croissante de toute la vie publique. Toute une série de faits a concouru à ce que des parties considérables de la popu-

lation, qui d'abord avaient pris une attitude tout à fait positive à l'égard du développement démocratique et qui y ont même activement collaboré, aient été choquées et éloignées au courant des années par des phénomènes qui ont sérieusement discrédité même les acquisitions positives déjà établies.

Un grand rôle, dans tout ceci, a été joué, tout d'abord par la manière dont s'est effectué le démontage des fabriques allemandes, malgré toute la compréhension et la conviction de la classe ouvrière allemande et de tous les Allemands progressistes qu'il faille dédommager les pays dévastés par la guerre hitlérienne, ils ne pouvaient pas être d'accord avec un démontage qui ne tenait aucunement compte des nécessités économiques de l'Allemagne et qui restreignait aussi beaucoup les possibilités du développement économique en temps de paix.

Un autre facteur, éminemment négatif, était le manquement aux promesses données à la population allemande officiellement de la part des autorités soviétiques, sans qu'elles fussent tenues plus tard. Une telle promesse a été, par exemple, la déclaration faite, vers la fin de l'année 1947, par le maréchal Sokolovski, qui était alors commandant suprême des troupes d'occupation soviétique en Allemagne, que l'on cesserait de démonter les fabriques allemandes, déclaration en dépit de laquelle le démontage recommença, presque aussitôt. La promesse de Molotov, faite sous forme de déclaration officielle, que tous les prisonniers allemands qui se trouvent en URSS rentreraient dans leurs foyers jusqu'au 31 décembre 1948, n'a également pas été tenue. Ce manquement aux promesses données a provoqué une déception profonde dans les larges couches du peuple, qui allait jusqu'à perdre confiance dans les autorités soviétiques d'occupation et dans les forces socialistes allemandes.

## Assujétissement du mouvement socialiste allemand à l'Union Soviétique

La facteur décisif qui n'a pas permis que les larges masses populaires, dans l'Allemagne orientale, fussent gagnées au développement démocratique et socialiste, fut assurément la dépendance totale, du Mouvement socialiste en Allemagne et son assujétissement aux intérêts des autorités d'occupation soviétiques. Pour pouvoir déployer une activité politique efficace,

7 juin 1950

REVUE DE LA POLITIQUE MONDIALE

21

un parti socialiste allemand aurait dû jouir, sur le territoire occupé par les troupes soviétiques, au moins de l'indépendance politique qu'il est possible d'avoir dans un pays occupé. Or, les autorités d'occupation soviétiques considéraient le Parti socialiste unitaire d'Allemagne, fondé en avril 1946, uniquement comme un instrument qui devait leur être absolument soumis en toutes choses, comme un organe à eux, dont la tâche principale consiste à servir d'intermédiaire entre les forces d'occupation soviétiques et la population allemande.

Bien qu'il soit stipulé dans le programme et les buts du Parti socialiste unitaire, adoptés en 1946, que ce Parti «lutte comme un parti indépendant pour les véritables intérêts nationaux du peuple», dans la pratique toute sa politique est subordonnée aux intérêts politiques de l'Union Soviétique. La presse du parti est contrôlée par les représentants soviétiques; et, par ailleurs, les office centraux du parti et les directions locales ont été appelés — et sont constamment appelés — à soumettre leurs comptes rendus aux organes officiels soviétiques, qui leur transmettent, souvent sous une forme d'ultimatum, les directives de travail pour le Parti.

### Baisse de l'influence du Parti communiste dans l'Allemagne Occidentale

Tout cela a eu une influence désastreuse sur le mouvement populaire de l'Allemagne occidentale, en premier lieu sur le Parti communiste, vu que précisément cette opposition entre les aspirations des travailleurs de l'Allemagne occidentale d'une part, et les intérêts hégémonistes de l'Union Soviétique d'autre part, se manifeste avec une acuité particulière. Le Parti communiste d'Allemagne Occidentale n'a pas réussi à devenir un parti des masses. Depuis 1945 jusqu'à ce jour, l'influence du PC d'Allemagne baisse constamment. C'est ainsi, par exemple, que le nombre des voix obtenues par ce Parti aux élections des Asemblées régionales en 1946, et qui était de 4,4%, n'a été que de 5,6% aux élections d'août 1949. Entre les deux élections, le Parti a perdu plus d'un tiers de ses voix, et dans la Ruhr presque la moitié.

Dans les rangs du Parti communiste d'Allemagne, les larges cercles des membres et des fonctionnaires ont vu avec justesse que la baisse de son influence parmi les masses des travailleurs est due à la subordination aveugle des dirigeants du Parti aux intérêts égoïstes de la politique extérieure soviétique. Même l'organe central du PC d'Allemagne l'a involontairement reconnu lorsque le 21 septembre 1949 il écrivait dans un article: »A nos réunions, voici ce qu'on

répond à nos orateurs: oui, ce que vous dites au sujet de nos affaires intérieures est tout à fait exact, et même votre politique est à notre convenance, mais nous ne voulons pas des rapports comme ceux qui règnent en Russie et nous craignons que le régime qui est en vigueur dans la Zone Orientale ne soit transplanté dans l'Allemagne Occidentale.»

C'est par des mesures rigoureuses que les dirigeants du parti, d'obédience soviétique, ont répondu aux tendances qui se sont manifestées dans la PC d'Allemagne dans le sens d'une ligne politique indépendante. Des centaines de membres et de fonctionnaires ont été exclus du Parti pour »titisme«. Les fonctionnaires dirigeants, comme par exemple, le chef du département de l'enseignement dans le Parti, Walter Fish, et le président du parti communiste de la province rhénano-westphalienne, Hugo Paul, ont été révoqués; le directeur en chef intérimaire de l'organe central du parti communiste d'Allemagne, Joseph Shappe, a été exclu du parti; le président intérimaire du parti, Kurt Müller, a également été exclu et même arrêté dans la Zone Orientale.

Toutes ces mesures, prises sans aucun ménagement, n'ont fait qu'accentuer et mettre en lumière les contradictions qui existent entre les intérêts des communistes et de la classe ouvrière de l'Allemagne occidentale, d'une part, et les intérêts soviétiques en Allemagne, d'autre part.

### Les causes de la faiblesse du „Front National“

Par leur politique de subordination inconditionnelle aux ordres soviétiques, les communistes de l'Allemagne orientale et occidentale ont éloigné des masses populaires le parti communiste d'Allemagne Occidentale et le parti socialiste unitaire d'Allemagne Orientale, à tel point qu'au printemps 1949 les facteurs compétents soviétiques se décidèrent à faire volte-face dans leur politique en Allemagne. Avec la fondation du »Front National« commença le racolage systématique des »milieux naitonaux«, des capitalistes, des anciens officiers et des généraux nazis. C'est ainsi, par exemple, que dans une décision du parti socialiste unitaire, en date du 4 octobre 1949, il est dit que le »Front National« doit embrasser »les anciens employés, les soldats, les officiers et les généraux des anciennes forces armées allemandes, de même que les anciens nazis«, tout en soulignant que, par la voie de la fondation du Front National, il est nécessaire »d'abattre la barrière entre les démocrates et les non-démocrates«, — ce qui est, en fait, un appel aux ennemis de la démocratie, les invitant à adhérer, eux aussi, au Front National.

Cependant, cette politique, visant à exploiter le nationalisme encore existant dans les larges couches de la population allemande, n'a pas abouti, elle non plus, à un quelconque mouvement de masse, et cela, pour les raisons suivantes:

premièrement, les larges milieux de la classe ouvrière allemande et des antifascistes allemands n'ont pas consenti — comme il ressort des constants «rappels à l'ordre» dans la presse du parti — à lier partie avec les anciens généraux et les anciens nazis.

deuxièmement, l'importance donnée unilatéralement aux tâches nationales, sans coordonner avec les besoins sociaux des travailleurs ni avec les aspirations démocratiques des forces progressistes, n'a pu trouver d'écho dans les larges masses de la population allemande.

troisièmement, — et c'est ce qui est déterminant — le caractère unilatéral du Front National, dont les tendances sont dirigées exclusivement contre les forces d'occupation occidentales, a trop manifestement montré quelle est

la puissance qui se tient derrière ce Front National et quels sont les objectifs auxquels ce mouvement doit servir.

La situation difficile dans laquelle se trouvent aujourd'hui les communistes, les socialistes de gauche et les forces progressistes d'Allemagne, fait ressortir à nouveau l'opposition qui existe entre les intérêts des travailleurs allemands et la politique étrangère soviétique. Tant que dans un pays les communistes et les socialistes ont en vue les intérêts de leur peuple, et tant qu'ils s'efforcent d'appliquer les principes socialistes aux conditions spécifiques de leur pays, ils sont certains d'avoir de l'influence sur les masses, et ils peuvent, de ce fait, obtenir de grands succès. Cependant, ils perdent cette influence sur la population laborieuse dès qu'ils sont obligés de pratiquer une politique qui n'est conforme ni aux intérêts de la classe ouvrière de leur pays, ni aux conceptions socialistes fondamentales: dès qu'ils sont obligés de se subordonner à la politique extérieure instable d'une grande puissance étrangère.

## L'INEGALITE EN DROITS DANS LES RAPPROTS SOVIETO-BULGARES

par Ivan KARAVANOV

Depuis le moment où la politique de l'URSS a été mise au grand jour, les partis cominformistes, ont commencé, avec une insistance frappante, à écrire qu'«entre les pays de l'Est européen et l'URSS existent des rapports basés sur l'égalité en droits, que ces pays reçoivent de l'URSS une assistance généreuse et fraternelle». Cela est, en particulier, le trait distinctif des cominformistes bulgares.

En Bulgarie, les cominformistes ne cessent d'affirmer, tant dans la presse qu'à la Radio, qu'entre l'URSS et la Bulgarie les rapports sont véritablement équitables, que l'aide soviétique est toute fraternelle et désintéressée. Or, ce sont précisément ces affirmations invariablement répétées qui montrent qu'en Bulgarie il n'y a pas de trace d'une quelconque égalité de droits. L'égalité de droits? En quoi consiste-t-elle cette égalité en droits? Est-ce en ce que le peuple bulgare est astreint à parler constamment de l'égalité en droits, à remercier l'Armée Soviétique pour sa libération, à être reconnaissant d'une prétendue aide «fraternelle et désintéressée» qu'il ne voit et ne sent nullement? Le peuple bulgare renonce à un tel «droit» — droit que les cominformistes bulgares veulent lui imposer comme un devoir.

C'est grâce justement à ces rapports «sur pied d'égalité», fruit de la générosité soviétique, que le peuple bulgare ne peut être et n'a pas le droit d'être le maître chez lui. Il n'a pas le droit de se gouverner lui-même: il est placé en tutelle, sous des lois et des

méthodes étrangères. L'arbitraire de ces donateurs «d'égalité en droits» va jusqu'à astreindre le peuple bulgare à observer des lois qui n'ont aucun sens en Bulgarie. Ils lui donnent des instructions, et même des listes et des affiches pour les élections législatives, et cela, pas en langue bulgare, mais bien en langue russe.

Dans tous les domaines de la vie économique, politique et culturelle, le peuple bulgare ne jouit que du droit d'obéir aux instructeurs soviétiques. Par la réalisation des instructions soviétiques, les choses ne font qu'empirer en Bulgarie. De la lointaine Union Soviétique sont venus des instructeurs et des conseillers en matière ferroviaire: la situation dans les chemins de fer est de plus en plus précaire, à ce point que les transports ont dû être militarisés, et il a fallu recourir à la création de sections politiques. Instructions, intimidations de Tchervenkov, rumeurs annonçant des châtiments sévères prononcés par les gardiens de l'ordre soviétique en Bulgarie, tout cela n'a servi à rien. En fin de compte, le gouvernement bulgare — sur les directives soviétiques — c'est vu obligé d'instituer, au début de cette année, un tribunal spécial chargé de «prendre des mesures efficaces à l'encontre de tous ceux qui, intentionnellement ou par négligence, se rendent coupables de sabotages et provoquent des catastrophes dans le pays».

7 juin 1950

## REVUE DE LA POLITIQUE MONDIALE

23

Le Plan Quinquennal d'industrialisation de la Bulgarie qui a été élaboré non par le génie créateur du peuple bulgare, mais bien en URSS, du vivant de Géorgi Dimitrov, a été après sa mort, et à l'insu du peuple bulgare, modifié à tel point qu'il en était méconnaissable. Tous les travaux relatifs aux projets et à la construction de gros ouvrages industriels ont été suspendus. Aujourd'hui tout se réduit, dans l'essentiel, à la restauration des anciens ateliers et fabriques, qui s'effectue elle-même au ralenti, étant donné que l'Union Soviétique ne livre pas les machines-outils promises. Par exemple, l'URSS avait promis de livrer dès 1946 les machines les plus modernes pour la centrale thermique »Staline« à Sofia (jusqu'en 1948 elle portait le nom de »Traïtcho Kostov«). Un certain nombre de ces machines fut livré en 1948, mais c'étaient là des machines de l'ancienne production anglaise. A l'objection que ces machines étaient vieilles et, de plus, de fabrication anglaise, les techniciens soviétiques donnèrent facilement une réponse. Ils donnèrent l'ordre de gratter les marques anglaises, tout simplement. De même, l'URSS a donné certaines machines destinées à la construction d'une cimenterie et que les troupes soviétiques trouvèrent en 1945 en Allemagne orientale, prêtes à être livrées à la Bulgarie. Ainsi donc, l'économie bulgare a payé deux fois ces machines — la première fois aux fascistes allemands, et la deuxième fois à l'URSS. Les richesses minières bulgares sont également dirigées vers l'URSS. Certaines mines sont même placées sous la garde de fonctionnaires soviétiques: c'est le cas, par exemple, de la mine d'uranium près de Sofia.

Cela veut donc dire que le peuple bulgare s'est vu imposer unilatéralement la décision de retourner à l'agrarisation. Il est manifeste que la direction soviétique s'efforce de transformer la Bulgarie en une région agraire et de matières adaptées aux besoins de l'économie soviétique. C'est dans ce but que les travaux de construction de toute une série de centrales électriques, commencées dès 1947 et 1948, ont été orientés vers la construction de barrages pour l'irrigation des champs, car l'Union Soviétique s'intéresse particulièrement à la production des plantes industrielles et aux cultures dont la pénurie se fait sentir chez elle. La fameuse huile de rose bulgare, si précieuse, est dirigée, sous sévère contrôle, vers l'URSS. A part cet article, la Bulgarie produit annuellement 200.000 wagons environ de raisin. Et c'est pourquoi chaque été, avant la vendange, une commission soviétique procède à l'achat au producteur des produits viticoles. L'année dernière, elle s'est ainsi assuré, rien qu'en »distillé de vin« (à 65°) 20 millions de litres. Mais le point culminant de ces rapports égalitaires (pour mieux dire, asservissants), apparaît dans le fait suivant qui se produisit à l'occasion de la visite que rendit à Staline le prétendu leader du peuple bulgare, Tchervenkov. Staline remit alors à Tchervenkov une valise remplie de semences diverses, accompagnée des instructions pour leur

emploi. Naturellement, Tchervenkov remit solennellement ces semences à l'Institut de recherches scientifiques de Sofia. Et c'est ce présent que Tchervenkov, l'accompagnant d'une réclame d'assez mauvais goût, qualifia de »généreuse aide fraternelle« soviétique à la Bulgarie. Voilà la manière symbolique, mais en même temps sans ambages; dont fut indiqué la voie de l'agrarisation de la Bulgarie.

Or, l'agrarisation exige le renforcement des coopératives rurales de travail. Les instructeurs soviétiques affectés au Ministère de l'Agriculture ont conseillé au ministre Titko Tchernokolev de donner des ordres fixant les proportions dans lesquelles devait être accru le nombre des coopératives celui des membres coopérateurs, de même que les superficies des terres coopératives. Ce que Tchernokolev a fait avec l'assentiment du Politbureau du parti communiste de Bulgarie. Mais le peuple bulgare a manifesté une vive opposition, non seulement dans l'exécution de ces ordres, mais aussi dans de nombreuses autres questions agraires. La politique russifiée menée par les dirigeants dans les campagnes a eu pour résultat de compromettre la collectivisation et de faire baisser la production des articles agricoles — à tel point qu'aujourd'hui la question du pain se pose en Bulgarie dans toute son acuité. Et c'est alors que le sanhédrin cominformiste, incarné par le Politbureau et le Conseil des Ministres, a révoqué les ordres de Tchernokolev, l'a puni, lui et les autres responsables, mais il n'a pas osé toucher aux instructeurs soviétiques.

Selon le principe de l'existence de ces »égalités en droits« si vantées, ce sont également des conseillers soviétiques qui tiennent les leviers de commande au Ministère bulgare de la Défense nationale, de même qu'au Ministère de l'Intérieur. De quelle autre égalité en droits jouissent le peuple bulgare et celui des autres pays de démocratie populaire? Personne ne pourrait le dire. Parlant à Prague à ce sujet, le maréchal Boulganine, vice-président du gouvernement soviétique, a dit que ces peuples ont tous pareillement le droit à l'amitié de l'Union Soviétique. Le maréchal Boulganine sait bien, lui, en quoi consiste cette égalité en droits. Il est vrai que, — succombant à la passion de répéter jusqu'à l'absurdité les paroles des autres — Boulganine en a dit quelque chose. Il a dit que ces peuples jouissent aussi d'une autre égalité en droits qui consiste pour eux »à ne pas douter de la nécessité indispensable de l'amitié avec la Grande Union Soviétique.« Il s'est ensuite adressé à tous les dirigeants cominformistes, leur faisant ressortir — »qu'ils ne devaient pas permettre même l'ombre d'un doute à ce sujet.« Cela signifie nettement que celui qui se permettrait le moindre doute à cet égard peut s'attendre au juste châtement de l'épuration.

»L'égalité en droits« dans les rapports et le caractère »fraternel« de l'assistance dans les rapports

économiques de l'URSS avec la Bulgarie cominformiste apparaissent le plus clairement dans le commerce qui s'effectue à un rythme accru depuis que les hégémonistes soviétiques ont senti qu'ils étaient les maîtres de la situation dans ce pays. Ils ont maintenu en vigueur les prix d'exportation très bas pour les produits agricoles, prix que les fascistes allemands avaient imposés à la Bulgarie. Grâce à ces prix-là, ils achètent les matières premières à meilleur marché et les revendent ensuite à d'autres pays, mais aux prix mondiaux. Ils achètent, disons, le tabac bulgare à raison d'un demi-dollar et le revendent à raison de 1,5 à 2 dollars.

D'après des données très incomplètes — vu qu'on les dissimule tous particulièrement — la balance commerciale soviéto-bulgare pour la période 1945—1947, se présente comme suit:

	Exportation vers l'URSS	Importation de l'URSS
1945	11,2 (en milliard de leva)	5,9
1946	9,9	14,3
1947	12,7	13
au total	33,8	33,2

Comme il ressort de ce tableau, ce n'est pas l'Union Soviétique qui a comblé de bienfaits la petite Bulgarie, mais bien au contraire — la Bulgarie qui a fourni à l'Union Soviétique pour 600 millions de leva de marchandises de plus que l'URSS à la Bulgarie.

Il convient de noter que la Bulgarie, selon la déclaration de Kolarov, vend la majeure partie de ses marchandises à l'Union Soviétique, et cela à des prix inférieurs à leur valeur réelle, tandis que l'Union Soviétique vend ses marchandises à la Bulgarie à des prix supérieurs à ceux pratiqués sur le marché soviétique.

Les prétendants au rôle dirigeant dans le monde socialiste n'ont rien modifié au salaire des ouvriers bulgares. Il est resté pour ainsi dire inchangé durant toute la période 1945—1949. Grâce aussi à ces bas salaires, les soviétiques ont fait transformer leur coton en Bulgarie à des prix incroyablement peu élevés. Il ressort de ce fait qu'il est très difficile aux cominformistes bulgares d'entretenir la légende des «rapports d'égal à égal».

Le peuple bulgare n'a qu'un seul droit: celui de penser comme le disent et l'ordonnent cominformistes. En Bulgarie, cela s'appelle la liberté de pensée — car la liberté est, comme on l'a vu, «la conscience de la nécessité». Mais le problème est en ce que les larges masses des ouvriers et des paysans bulgares ne reconnaissent point les lois de la logique cominformiste, pas plus qu'elles ne reconnaissent comme une nécessité la liberté qu'on leur impose.

Peut-on parler de quelque liberté de pensée du peuple bulgare, lorsqu'il sait que même son chef — le défunt Dimitrov — n'utilisa jamais cette liberté? Les hégémonistes de l'URSS contraignirent Dimitrov à récuser sa déclaration touchant la Fédération balkanique. Même à lui, ils ne lui permirent pas de dire ce qu'il pensait. Lorsqu'au V-ème Congrès du parti communiste de Bulgarie il déclara que la Bulgarie pouvait aller vers le socialisme dans les campagnes sans la nationalisation de la terre, Youdine et Souslov — en tant que censeurs et représentants de l'hégémonisme bureaucratique — lui firent des observations. Le deuxième jour du Congrès, il fut obligé de récuser, d'une manière pitoyable et humiliante, cette même déclaration.

Ces rapports économiques dénué de toute égalité de droits, qui sont pratiqués en Bulgarie cominformistes, ont engendré le monstrueux système bien connu des procès cominformistes, où sont jugés et exterminés tous ceux qui ont osé exprimer ne serait-ce que le moindre doute sur la nécessité indispensable d'une telle amitié avec l'Union Soviétique, — même le doute que Descartée a nommé le promoteur du progrès et que l'on condamne en Bulgarie. Tout cela ne fait que confirmer davantage la crise profonde traversée de nos jours par le socialisme et la grande portée internationale de la lutte que mène la Yougoslavie pour l'instauration de rapports basés sur une véritable égalité de droits.



Dessin de Pivo KARAMATIYEVITCH

## LES RAPPORTS ECONOMIQUES ENTRE ETATS SOCIALISTES

Miléntié Popovitch, membre du Comité central du parti communiste de Yougoslavie et ministre du Commerce extérieur de Yougoslavie, a publié dans la revue idéologique du Parti yougoslave «Le Communiste» une étude qui, à la lumière de la théorie du marxisme-léninisme, donne des vues d'ensemble sur la pratique dans les rapports économiques que l'URSS et les autres pays de l'Est européen entretiennent avec la Yougoslavie, de même que dans leurs relations réciproques. C'est sous cet angle qu'il aborde le problème centrale de la théorie et de la pratique marxiste contemporaines; — le problème des rapports économiques entre pays socialistes, — problème qui a surgi de faits réels. Partant de la donnée fondamentale que le marxisme n'est pas un dogme et que le développement de la théorie marxiste, au cours de son application effective, est une des conditions essentielles de l'édification de la société nouvelle, Miléntié Popovitch, qui s'appuie sur un vaste matériel documentaires et sur des faits, dévoile et expose le véritable contenu des rapports économiques de l'Union Soviétique avec la Yougoslavie et avec les autres pays qui se sont engagés dans la voie du socialisme. Il démontre que ce sont là des rapports de subordination à l'URSS, des rapports d'exploitation des moins évolués par les plus évolués, en premier lieu par l'Union Soviétique; des rapports qui n'ont pu découler de l'application efficace du marxisme-léninisme, mais bien du révisionnisme et de l'opportunisme. Miléntié Popovitch expose et éclaire les méthodes et les aspects de ce révisionnisme dans les rapports économiques entre pays socialistes; il dénonce ses tendances hégémonistes, et, comme résultat de son analyse serrée de la «théorie» et de la pratique des dirigeants soviétiques, il fait ressortir les immenses préjudices qui en découlent, d'une manière générale, pour le mouvement ouvrier et démocratique du monde.

Dans ses considérations, Miléntié Popovitch part de la base même, c'est-à-dire du fait que les rapports économiques entre les pays socialistes sont fondés sur principes capitalistes de l'échange des biens, à la suite de quoi ont continué à subsister toutes les formes de l'exploitation des pays économiquement peu développés par les pays développés. Les principes de l'égalité en droits sont absents de tels rapports et ne s'y présentent que pour la forme, en paroles. A leur place apparaît l'asservissement systématique à l'URSS, en vue de l'exploitation maximum. Les moyens qui servent à réaliser cette exploitation, ce sont les prix mondiaux, à l'aide desquels l'Union Soviétique, plus développée, exploite les pays moins développés, en raison de leur manque de moyens techniques et de leur moindre productivité de travail. Par l'application des prix mondiaux dans les échan-

ges avec les pays moins développés, l'URSS s'attribue une part plus ou moins grande de leur valeur productive, ceci étant en contradiction flagrante avec les principes de l'aide économique, qui devraient être à la base de ces rapports et les distinguer des rapports capitalistes. Les exemples déjà mentionnés de différences notables dans la productivité du travail, — la Bulgarie, par exemple, devait exporter 2,7 journées de travail pour pouvoir en importer une, — illustrent le mieux ces inégalités dans les échanges.

Miléntié Popovitch a attiré également l'attention sur d'autres aspects et d'autres phénomènes se produisant dans les rapports économiques entre l'URSS et les pays mentionnés, et qui ont pour résultat d'accroître ces inégalités et cette exploitation. Il souligne en premier lieu le système des sociétés mixtes, en tant que forme particulière d'exploitation et d'asservissement intensifiés qui dépasse le cadre de l'échange des marchandises et constitue une forme de rapports caractéristiques de la période impérialiste, l'exportation du capital.

Tout d'abord, à la fondation même de ces sociétés, le principe de l'égalité en droits n'existe pas; c'est un droit unilatéral, réservé à l'Union Soviétique. Par contre, dans le fonctionnement pratique de ces sociétés, lorsqu'il s'agit de tirer profit des richesses naturelles et autres de ces pays, l'Union Soviétique part du principe socialiste de négation de la rente; Or, la négation de la rente, en tant que dérivée du droit de propriété même, en fin de compte, à acquisition du droit de propriété. Mais, dans la structure même du fonctionnement de ces sociétés, là même l'Union Soviétique applique les principes d'une exploitation outrée, qui font obstacle à l'édification de ces pays. Une autre forme d'exploitation à laquelle se livre l'Union Soviétique par le truchement de ces sociétés mixtes, c'est l'achat, aux prix mondiaux, des produits-clés du pays, qu'elle paie avec les profits réalisés par la société. C'est pour toutes ces raisons que les sociétés mixtes, conclut Miléntié Popovitch, ne sont pas une forme adéquate pour régler les rapports entre les pays socialistes, rapports qui doivent partir d'une réelle égalité en droits, d'une aide économique véritable fournie aux pays économiquement peu développés, par ceux qui le sont davantage. Miléntié Popovitch mentionne un fait extrêmement intéressant: c'est que les négociateurs soviétiques ont déclaré, — sur la remarque des représentants yougoslaves qu'il ne faudrait pas créer en Yougoslavie de sociétés mixtes — que les sociétés mixtes étaient: «une forme de coopération avec les pays dépendants (si, d'une manière générale il peut être question de coopération dans les rapports avec les pays dépendants, — remarque de l'auteur), et non pas avec les pays indépendants et amis.»

La clause de la nation la plus favorisée, que l'Union Soviétique a empruntée à son commerce avec les pays capitalistes, est aussi en contradiction avec les principes socialistes de lutte contre toute espèce d'exploitation, de lutte pour une entraide réelle et la véritable égalité en droits qui sous-entendent l'aide socialiste, économique, technique et autre aux pays techniquement retardataires, de la part des pays plus développés. Au lieu de cela, l'Union Soviétique, dans la pratique, se sert de cette clause pour établir une égalité de pure forme, derrière laquelle se cache une réelle inégalité.

L'application conséquente du principe du commerce basé sur l'exploitation des pays subordonnés a trouvé son point culminant dans le principe: «le commerce c'est le commerce, et l'amitié c'est l'amitié». C'est de ce principe que l'Union Soviétique part quand elle règle ses échanges avec tous les pays qui se sont engagés dans la voie du socialisme. Ce principe porte en lui les méthodes les plus brutales de commerce, qui n'excluent pas la force, la pression, le chantage, etc...

Ces données générales exposées dans l'étude de Miléntié Popovitch sont étayées et illustrées par une série d'exemples tirés de la pratique des rapports économiques entre notre pays et les pays en question. Par ces exemples, l'auteur démontre la position défavorable de la RPF de Yougoslavie, en fonction de ces rapports, en particulier en ce qui concerne la structure même des échanges. C'est ainsi qu'il souligne: les exigences démesurées dans l'exportation de matière premières et de vivres qui, n'étant pas en rapport avec le développement général de forces productrices, peuvent endommager et même entraver et compromettre l'industrialisation du pays et son édification socialiste; la pression exercée pour forcer la production de certaines matières premières, production qui dépasserait les besoins du pays et qui accaparerait trop de main d'oeuvre, les transports, etc.; de trop grandes exigences au point de vue de l'exportation des vivres, pouvant porter atteinte au fonds de ravitaillement; le conditionnement de la livraison de certaines marchandises par la contre-livraison de matières premières déterminées; la demande persistante de prix élevés pour leurs propres produits accompagnée de la déclaration fréquente et vulgaire: «Si cela ne vous convient pas, allez acheter où c'est moins cher», ou bien la pression exercée inversement dans le but d'obtenir les prix les plus bas lorsqu'ils sont acheteurs, tout en faisant remarquer: «Nous ne vous forçons pas, vendez à ceux qui paient plus cher» etc... Ces procédés comprennent aussi le versement d'avances et de super-avances considérables, de même que l'obligation de régler les soldes passifs, survenus au cours des échanges, par la livraison des meilleures marchandises, etc.

Au regard de tout ce qui vient d'être exposé, et qui n'a rien de commun avec une aide quelconque, encore moins avec une «aide fraternelle», Miléntié Popovitch met en relief les principes qui régissaient

les rapports économiques entre la RPF de Yougoslavie et l'Albanie. Contrairement aux méthodes soviétiques, ces échanges ne se faisaient pas sur la base de prix mondiaux, mais sur celle des prix courants dans les deux pays, avec la perspective de nivellement de ces prix. La Yougoslavie ne tirait de l'Albanie aucun extra-profit. Au contraire, étant donné que l'Albanie, par suite de son immense retard économique, n'était pas en état de passer à l'édification rapide de la base matérielle du socialisme, la Yougoslavie prélevait sur son propre fonds d'accumulation, à l'intention de l'économie albanaise, des dotations qui se montaient en 1947 à 56% du budget albanais et en 1948 à 48% du même budget. L'aide technique était fournie à titre entièrement gratuit. Or, entre la Yougoslavie et l'URSS, le pacte d'aide technique n'avait pu être conclu, — avant la résolution du Cominform, — parce que les conditions en étaient si lourdes que la Yougoslavie ne put les accepter. Nos représentants ayant objecté que ces conditions dépassaient toutes celles qui nous avaient été faites par les capitalistes, on répondit: «Les capitalistes nous ont fait chanter pendant 30 ans et nous avons été obligés de payer.» Il est vrai qu'il y avait, dans nos rapports avec l'Albanie, des formes et des procédés qui n'étaient pas socialistes; mais ils se distinguaient pourtant des méthodes propres à l'Union Soviétique. Tel fut, au début, le cas des sociétés mixtes. Ces sociétés n'étaient cependant pas fondées sur le principe de l'exploitation de l'Albanie arriérée, dont la Yougoslavie tirerait profit sur profit. De tels rapports entre la RPF de Yougoslavie et l'Albanie, qui s'en tenaient par principe à la ligne de coopération véritable et d'aide d'un pays plus développé à un pays qui l'est moins, — rapports qui sont tout l'opposé des méthodes exploiteuses dont usait l'Union Soviétique et qu'elle imposait aux autres, — sont à l'origine des procédés inouïs et inqualifiables qui ont été imposés à l'Albanie dans le règlement de ses rapports avec la Yougoslavie.

Miléntié Popovitch a montré ainsi ce qu'est le commerce basé sur des principes capitalistes, et, d'autre part ce que sont les rapports économiques réellement socialistes. Ce désaccord entre la théorie et la pratique, entre les paroles et les actes a fait mettre à l'ordre du jour la question des rapports économiques entre pays socialistes. Ce nouveau problème n'a pas seulement créé une série de difficultés et de malentendus, mais il a aussi démasqué un révisionnisme et un opportunisme déjà existants au sein du mouvement ouvrier. L'étude de Miléntié Popovitch, basée sur des données pratiques, a fourni une large plate-forme théorique qui permet de comprendre ce problème, de saisir la substance même de ces rapports économiques, inéquitable et préjudiciables, imposés par l'URSS aux autres pays socialistes, d'expliquer l'attitude hostile et les monstrueuses méthodes de lutte dont les dirigeants de l'URSS et des autres pays cominformistes usent à l'encontre de la RPF de Yougoslavie.

## L'ACCORD TITO-TOGLIATTI DE 1947

A son retour de Yougoslavie en 1947, le secrétaire général du Parti communiste italien, Palmiro Togliatti, fit une déclaration, que le journal «Unità» a publié le 7 novembre 1947:

Questionné sur les motifs de son voyage en Yougoslavie, Togliatti répondit entre autre:

„En premier lieu, je désirais depuis longtemps déjà rendre visite au Maréchal Tito, non seulement pour renouveler notre ancienne connaissance, mais surtout pour lui exprimer, au nom des communistes et des démocrates sincères italiens, notre franche et profonde admiration pour la contribution que les peuples yougoslaves ont apporté par leur héroïque dévouement à la lutte pour l'anéantissement de l'hitlérisme et du fascisme et à la victoire de la démocratie dans toute l'Europe. En outre, je désirais, en tant que Secrétaire général du Parti communiste italien, parler avec le Maréchal Tito des questions qui intéressent nos deux pays, afin de déterminer de la manière la plus précise quelles pouvaient être les bases indispensables à la coopération entre les peuples italien et yougoslave, dans l'intérêt de la démocratie et de la paix”.

Parlant de ses impressions sur la Yougoslavie, Togliatti a dit: „Il existe aujourd'hui en Yougoslavie un Etat nouveau, un Etat démocratique, issu de la guerre de libération menée par les peuples yougoslaves contre les conquérants étrangers, et dont le pouvoir a de profondes racines et des assises indestructibles dans la conscience des masses populaires de toute la République yougoslave».

Togliatti a dépeint le démocratisme du régime yougoslave en ces termes: »Dans toutes les parties du pays, les masses du peuple sont rassemblées dans un puissant Front populaire et le pouvoir est réellement entre leurs mains. L'Etat et le Gouvernement sont leur Etat et leur gouvernement, qu'ils aident de toutes leurs forces».

Questionné sur l'existence de possibilités propices à la coopération entre la Yougoslavie et l'Italie, Togliatti a dit notamment: »Non seulement elles existent, mais les perspectives et les possibilités sont pour nous, Italiens, d'une importance vitale. La Yougoslavie nouvelle se trouve déjà sur la voie d'un prompt développement orienté vers l'industrialisation et le redressement du niveau technique de l'agriculture... Pour assurer son progrès économique, la Yougoslavie aura un grand, constant et urgent besoin de se procurer des produits industriels. Notre industrie pourrait lui fournir une importante partie de ces produits, en

échange de matières premières dont nous avons un grand besoin, telles la houille, le bois et autres. En outre, l'économie yougoslave a besoin, pour le moment, d'une main d'oeuvre qualifiée. Les dirigeants de l'économie m'ont dit qu'il y avait de grandes possibilités d'emploi pour les ouvriers et les techniciens italiens. En un mot, les économies des deux pays se complètent maintenant l'une l'autre. La Yougoslavie ne désire rien d'autre que de conclure au plus tôt un large accord commercial qui posera les fondements d'une étroite coopération, dans l'intérêt des deux pays».

Togliatti indiqua également alors le chemin à suivre en vue de la solution des questions litigieuses entre la Yougoslavie et l'Italie.

»Avant tout, a-t-il dit, j'ai trouvé dans le Maréchal Tito et ses proches collaborateurs des hommes pleins de compréhension pour les questions nationales italiennes... Nous avons discuté, dans un esprit de compréhension mutuelle, toutes les questions qui furent jusqu'ici l'objet d'un litige entre l'Italie et la Yougoslavie, et, en premier lieu, la question de Trieste. Le Maréchal Tito déclara qu'il était prêt à consentir au retour de Trieste à l'Italie, c'est-à-dire sous la souveraineté de la République italienne, si l'Italie consentait à la Yougoslavie Goritzza, dans laquelle, selon les données statistiques de notre Ministère des Affaires étrangères également, les Slaves sont en majorité. La seule condition posée par le Maréchal Tito était que Trieste, dans le cadre de la République italienne, reçoive un Statut véritablement démocratique qui permette aux Triestins d'administrer leur ville et leur territoire conformément aux principes démocratiques».

Togliatti a traduit son opinion sur cette proposition par ces mots: »Je pense que le temps est venu de cesser d'utiliser la question triestine pour semer le désaccord entre les deux peuples... J'estime que la proposition du Maréchal Tito peut servir de base heureuse au règlement définitif de ces questions litigieuses entre les deux pays, et par-dessus tout, à étouffer à jamais tout foyer éventuel de litige entre eux».

Résumant les résultats de sa visite à la Yougoslavie, Togliatti a dit:

»Le peuple italien peut maintenant voir et comprendre que tout ce que nous avons toujours dit sur les possibilités d'un accord et de la coopération avec la Yougoslavie de Tito, est vrai. C'est maintenant à notre gouvernement de prendre l'initiative nécessaire pour la réalisation d'un accord réel».

## JOSE DEL BARIO SUR LES SPHERES D'INTERETS

José Del Barrio, ouvrier métallurgiste, membre dissident du Comité central du Parti communiste espagnol et l'un des leaders communistes d'Espagne, ex-délégué du Comité central du Parti espagnol au VI<sup>e</sup> et au VII<sup>e</sup> Congrès du Komintern, a récemment adressé au Bureau politique du Comité central du PC espagnol une lettre ouverte dans laquelle il critique la politique révisionniste du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS, les dirigeants actuels du Parti espagnol et le Gouvernement soviétique, plus précisément la politique du partage des sphères d'intérêts pratiquée par ce dernier. Dans l'exposé détaillé et documenté qu'il y fait, José del Barrio met l'accent sur le fait que le général Franco s'est maintenu au pouvoir en Espagne grâce à la politique des sphères d'intérêts que l'URSS a pratiquée pendant la guerre et qu'elle pratique aujourd'hui, — politique qui oblige les dirigeants du Parti communiste espagnol à un accord avec la bourgeoisie et qui s'est manifestée déjà durant la dernière guerre dans le programme antidémocratique de l'Union nationale.

José del Barrio écrit à ce sujet:

«Les forces américaines faisaient leur descente en Afrique le huit novembre, et quinze jours plus tard commençait la grande offensive de Stalingrad. Ces deux événements convainquirent même les plus incrédules de la victoire militaire des Alliés sur le nazifascisme. C'était le moment de se montrer en pleine mesure inébranlable en ce qui concernait l'avenir de l'Espagne. Cependant, les premières prévisions déjà découvrirent le mal qui devint plus tard la cause du partage du monde en deux blocs, c'est-à-dire: les sphères d'intérêts et les décisions signées à Moscou, en août 1942...

A la Conférence de Moscou, en 1942, les préconditions furent établies sur la bases de concessions mutuelles, et les sphères d'intérêts furent ensuite mises au point au cours de conférences internationales ultérieures. L'Espagne, comme la Grèce, servit de monnaie d'appoint...

Nous étions nombreux, parmi les communistes d'Espagne et de Grèce, à nous opposer à cette politique. Nous étions nombreux à ne pas accepter la théorie du «sacrifice». Nous ne reconnaissons à personne le droit de sacrifier les peuples.

L'Espagne et la Grèce furent les victimes du partage des sphères d'intérêts. La Yougoslavie n'en fut pas victime, car elle possédait un Tito, ou même plusieurs Tito. Il n'y avait là-bas ni des Uribes ni des Zahariadès, et s'il y en eut, ils ne réussirent pas. Vos efforts pour attaquer, et calomnier, pour lutter contre le «titisme», — comme le font tous les cominformistes, — ne sont pas tout à fait fortuits. Vous faites cela pour éviter les arguments par lesquels Tito et les «titistes» confondent vos mensonges. Je vous propose de mettre en discussion un argument «titique» qui

montre clairement que le partage réservait à la Yougoslavie, aussi bien qu'à l'Espagne et à la Grèce, le même sort peu enviable.

«Le Secrétaire d'Etat américain durant la guerre, Cordell Hull, relate, dans ses Souvenirs (livre II, pages 1451—1458), tous les pourparlers dont les Balkans ont fait l'objet entre les Gouvernements de la Grande Bretagne, des USA et de l'URSS, à partir du mois d'avril 1944. Le partage des «sphères d'intérêts» dans les Balkans, entre l'URSS et la Grande Bretagne, constituait le fond de ces négociations, auxquelles participèrent les présidents, les ministres des Affaires étrangères et les ambassadeurs des trois Gouvernements. Les Gouvernements de l'URSS et de la Grande Bretagne se mirent enfin d'accord, en octobre 1944, décidant que l'URSS exercerait une influence prépondérante en Bulgarie, en Hongrie et en Roumanie, et la Grande-Bretagne en Grèce, tandis que leur influence en Yougoslavie serait partagée de moitié» (Aleš Bebler, dans «Le communiste», Belgrade, 15 septembre).

Qu'avez vous à répondre à cela?

Il est hors de doute que les tractations relatives au partage des sphères d'intérêts nous donneront des éclaircissements sur le fond de toutes les grandes questions qui sont à l'ordre du jour concernant le «titisme».

Nous ne serons même pas obligés de nous servir des détails de questions antérieures. En tout cas, il devient clair que dans ces trois pays, de «titistes» avaient commencé de surgir, déjà alors, bien que ce ne fût dans l'intention ni des Grecs, ni des Espagnols, ni des Yougoslaves. Et si nous parlons des autres pays aussi, nous constaterons qu'il y a aussi chez eux des motifs pour faire monter les «titistes» en surface. Le cas des trois pays en question est différent. Les gens de ces pays qui ne s'accordaient pas avec la politique du partage des zones ont commencé à agir bien avant que le «titisme» ne fût devenu l'épouvantail du Cominform. La politique erronée des bolchéviks — et je ne crois pas qu'ils soient bolchéviks — a suscité le «titisme» et fait faire aux «titistes» une connaissance mutuelle, sans que ceux-ci l'aient demandé. Avec le temps, les liens se sont établis, et c'est tout. Voilà ce que je pense du «titisme».

### «REVUE DE LA POLITIQUE MONDIALE»

est une revue mensuelle éditée par l'Association des Journalistes yougoslaves  
Abonnement annuel: 800 frs fcs  
Les abonnements sont reçus à l'Association des Journalistes yougoslaves, Terazije 31, Belgrade — 111, (compte-courant Banque Nationale FNRJ №, 103—906033).

L'ADMINISTRATION